lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE
paraît le mercredi
25 décembre 1968

Nº 23
1 F

Pour que Mai 68 féconde et régénère le mouvement ouvrier

Joyeux Noël

LA BATAILLE DE SAIGON

Vietnam : des combattants vietcongs disposent mines et chausses-trapes

(Photo A.F.P.)

A l'occasion du huitième anniversaire de la création du F.N.L., les drapeaux vietcong ont flotté sur certains quartiers de Saigon. Ils avaient été placés pendant la nuit malgré le couvre-feu, les rafles policières, les bagarres et chevaux de frise qui accompagnent depuis quelques semaines un déploiement exceptionnel de forces militaires et de police. Les drapeaux ont été saisis à l'aube et les fouilles ont commencé.

Les drapeaux du F.N.L. flottant sur Saigon n'avaient pourtant qu'une valeur symbolique. L'offensive attendue sur Saigon, la capitale gouvernementale, n'a pas eu lieu mais la hantise d'un soulèvement général explique l'état de siège et l'inquiétude officielle de l'administration Ky.

Depuis septembre, de nouvelles unités nord-vietnamiennes et vietcongs entourent la capitale et exercent une énorme pression, plus psychologique que militaire sur les autorités de la ville. Les désertions dans l'armée gouvernementale se multiplient. Des comités insurrectionnels sont en place dans certains quartiers de la ville, des grèves ont éclaté en plusieurs endroits pour des revendications de salaires et malgré le dispositif policier mis en place dans Saigon et la périphérie, les infiltrations vietcongs sont chaque jour plus nombreuses.

Offensive militaire ? Soulèvement insurrectionnel ? peut-être les deux en même temps, c'est ce que craignent les autorités gouvernementales qui voient approcher les fêtes de Noël et du Têt avec angoisse. Quand et comment le F.N.L. attaquera ? Renouvellera-t-il son coup d'éclat de l'année dernière ? changera-t-il de tactique ? Le F.N.L. ne dément rien. Il est en position de force et il le sait. A part quelques villes, il tient la quasi-totalité du Sud-Vietnam, partout son administration a pris le relais des forces « d'occupation », il est incontestablement le gouvernement authentique de millions de Sud-Vietnamiens. Les généraux Thieu et Ky ne représentent plus qu'eux-mêmes et, dans la mesure où ils leur sont encore utiles, les occupants américains. En fait, les hommes qui vont venir traiter à Paris ne contrôlent plus que le centre de Saigon et quelques grandes villes, sans l'appui des bases U.S., le pouvoir leur serait tombé des mains en quelques secondes.

Nous disons bien tombé des mains car d'ores et déjà les milieux politiques et les milieux d'affaires du pays lorgnent du côté des plus forts et sans la présence américaine qui garantit encore pour quelque temps l'autorité des généraux, les rats auraient sans doute quitté depuis longtemps le navire. On a vu le même phénomène en Chine en 1949 quelques mois avant la prise du pouvoir par Mao Tsé Toung.

Reste encore à expliquer pourquoi les Américains maintiennent artificiellement un gouvernement exécré et qui ne garantit même plus la sécurité des spéculateurs et des profiteurs de guerre. Pourquoi font-ils semblant de ménager la susceptibilité et la volonté de ceux qui ne seraient rien sans eux ? Ce n'est certes pas pour asseoir la fiction depuis longtemps défaillante d'un Sud-Vietnam qui aurait appelé les soldats U.S. à la rescousse. Ce n'est pas davantage par respect pour des alliés qui se sont engagés totalement à leurs côtés ; l'exemple de Diem et de sa fin tragique montre bien le peu de cas que l'impérialisme U.S. fait de ceux qui acceptent d'être ses laquais quand ils sont devenus gênants. Et les U.S.A. passeraient bien eux-même la corde au cou des Thieu et des Ky, si cela leur semblait nécessaire. Non la raison est à rechercher dans la politique U.S. au Vietnam, dans ses buts et ses moyens.

Convaincus par la défaite du Têt l'année dernière qu'ils ne pourraient gagner la guerre au Vietnam, et que même pour conserver les positions acquises, il leur faudrait consentir à un effort de guerre que ni leur économie ni leur opinion publique n'étaient prêtes à consentir, l'impérialisme U.S. s'est vu contraint de changer de tactique. Il lui faut désormais obtenir par la négociation ce qu'il n'avait pu arracher par l'effort militaire, à savoir la neutralité du Sud-Vietnam, son non-engagement aux côtés du camp communiste. Pour ce faire, il dispose de nombreuses cartes militaires et politiques. Thieu et Ky en font partie, comme le « gros Minh », comme les bouddhistes et les personnalités civiles qui se présentèrent contre les généraux aux dernières élections. Thieu et Ky représentent peut-être la carte la plus usée, la moins efficace, c'est pourquoi les U.S.A. la maintiennent encore, elle leur sert essentiellement à gagner du temps, le temps de consolider leur position sur le terrain et de préparer la relève politique.

En faisant annoncer par leur porte-parole à Paris qu'une « éventuelle offensive contre Saigon aurait des graves conséquences », les négociateurs U.S. ne repoussent pas la négociation. Mais une nouvelle défaite des Américano-Vietnamiens à Saigon rendrait la position des Américains beaucoup plus inconfortable. Tout déplacement du rapport des forces au Vietnam sera comptabilisé à Paris. Les généraux fantoches risqueraient bien sûr d'en faire les frais les premiers. Mais surtout les U.S.A. pourraient se voir amenés à durcir leur position. Les U.S.A. entendent faire comprendre clairement (ou faire croire) au F.N.L. qu'il n'aurait rien à y gagner.

Quel sera le calcul du F.N.L. ? Il est seul capable d'apprécier la situation sur le terrain et il a prouvé jusqu'à présent qu'il ne faisait pas d'erreur dans ses prévisions politiques. Il connaît semble-t-il parfaitement, aussi bien l'état d'esprit de ses troupes que celui de la population et même celui de ses adversaires. C'est donc à lui de jouer.

Nixon présente son cabinet au pays. L'un de ses membres, Kennedy (1er à g. 1er rang) chargé du Trésor, risque de leur enlever leur sourire.

(Photo U.P.I.)

La crise du dollar :

L'IMBROGLIO MONÉTAIRE INTERNATIONAL

LE système monétaire international est bien malade. Trois crises profondes en un an, la crise de la livre, en novembre 1967, puis la crise du dollar, en mars 1968, enfin la crise du franc en novembre dernier, voilà qui n'est pas pour donner une image de stabilité bien rassurante. Ces violentes poussées de fièvre qui, à chaque fois, ont mis l'édifice au bord de l'effondrement, n'ont pu être surmontées que par des rafistolages et des expédients, décidés à la hâte, dans une atmosphère proche de l'affolement. Et si, jusqu'à présent, l'échéance a pu être reportée, on appréhende le moindre vent mauvais, le moindre faux pas qui risqueraient de rompre ce fragile équilibre. Le franc, la livre ou le dollar tiendront-ils ? Les spécialistes qui se penchent, inquiets, sur leur sort, n'osent se prononcer.

La situation dans laquelle s'est trouvé, la semaine dernière, M. David Kennedy, futur secrétaire du Trésor (ministre des Finances) du gouvernement Nixon illustre bien l'imbroglio de la situation. Il a, en effet, refusé de prendre position sur le maintien du cours officiel de l'or à son cours actuel de 35 dollars l'once, répétant à plusieurs reprises qu'il voulait « laisser toutes les possibilités ouvertes ». Cette déclaration, en soi fort anodine, et des plus prudentes, a eu pour effet de provoquer l'inquiétude et une montée de fièvre sur tous les marchés des changes, notamment sur celui de l'or. Mais M. D. Kennedy aurait-il fait des déclarations inverses, qu'il aurait provoqué le même résultat. « Quoi que pût dire ou ne pas dire, dans les circonstances actuelles, le futur secrétaire du Trésor de M. Nixon, il était sûr de commettre un impair » écrit l'éditorialiste du journal Le Monde; *et ce propos illustre pleinement l'absurdité de la situation. En effet, quelle que soit la décision que prennent les financiers américains, les conséquences en seront les mêmes. Qu'ils s'engagent aujourd'hui à maintenir, coûte que coûte, la parité actuelle du dollar, c'est-à-dire de continuer à imposer au reste du monde leur propre inflation, et leur réserve d'or risque de nouveau de fondre, comme en mars dernier, à mesure que s'amenuisera encore un peu plus la confiance que lui accordent les capitalistes du monde entier. Et si le dollar s'effondre, il entraînera dans sa chute la Livre, le Franc, puis sans doute les autres monnaies nationales, qui sont parfois, à leur corps défendant, solidaires du dollar, monnaie internationale de couverture et d'échange. Que les U.S.A. dévaluent et c'est alors, par une voie plus directe encore, le même processus qui se développe, les différentes monnaies emboîtant alors le pas à la monnaie américaine.*

Cette situation, conséquence de la démence du système monétaire, illustre parfaitement l'absurdité du système capitaliste. En effet, dans ce monde soumis à sa loi, les relations économiques reposent sur la fiction la plus pure : sur la valeur fictive d'un chiffon de papier, dont les pays économiquement les plus puissants imposent l'usage au monde, et qui doivent s'échanger selon les règles et modalités fixées par eux-mêmes, à leur profit naturellement. Cette fiction, maintenue par une confiance plus ou moins forcée repose sur des fondements extrêmement fragiles. Il suffit que ceux qui, en temps normal, sont les bénéficiaires du système, manifestent leur méfiance, et refusent la convention qu'ils ont jusque là contribué à imposer ; il suffit que les capitalistes, les spéculateurs refusent d'accepter les règles de leur propre jeu pour que le système monétaire soit au bord de l'effondrement.

MARKETAKIS
UNE MACHINATION QUI A FAIT LONG FEU

Le mois dernier, deux prisonniers politiques grecs, Pandelis Marketakis et Constantin Meletis, étaient conduits à Strasbourg encadrés de « gorilles » grecs. Ils devaient déposer comme témoins à décharge devant la commission européenne des droits de l'homme dans le procès que les gouvernements scandinaves ont intenté au gouvernement grec accusé de faire subir la torture aux détenus politiques.

Mais, grâce sans doute à l'organisation grecque de résistance P.A.K. (mouvement pan-hellene de libération), Marketakis et Meletis parvenaient à fausser compagnie à leurs gardiens et, devenant témoins à charge, affirmaient devant la commission que les tortures, les brimades et les mauvais traitements étaient chose courante dans les prisons de leur pays.

Pandelis Marketakis au cours de sa conférence de presse. (Photo U.P.I.)

Après ces déclarations, l'un et l'autre partaient pour Oslo où l'on devait apprendre peu après la disparition de Marketakis, alors qu'il se rendait à Stockholm.

Sa réapparition à l'ambassade de Grèce à Oslo voulait être un coup de théâtre. En effet, Marketakis affirmait avoir été enlevé par des « communistes » qui l'auraient contraint à déposer contre le régime des colonels.

Mais tous les observateurs se sont montrés plus que sceptiques envers cette version qui ne résiste pas à la moindre analyse tant soit peu sérieuse.

Tout d'abord, Marketakis déclara avoir été enlevé par des « communistes » et met en cause l'organisation d'Andréas Papandréou connue pour ses positions pro-monarchistes et anti-communistes.

D'autre part, ces mêmes « bolcheviks » (sic) l'auraient contraint « par voie de pression psychologique » (sans autre précision) à déposer contre le gouvernement grec et il aurait reçu pour cela la somme de 750 F remise par un certain Evensen, représentant officiel non pas d'un pays communiste, mais... du gouvernement norvégien au Conseil de l'Europe. De plus, Evensen aurait déclaré lui remettre cette somme au nom du « Conseil de l'Europe » qui, aux dernières nouvelles, n'avait rien d'une organisation « communiste ».

De plus, Marketakis aurait faussé compagnie à Oslo aux quatre gardiens qui le séquestraient (deux Grecs et deux Norvégiens) en leur disant tout simplement qu'il avait l'intention de partir pour Stockholm. Et ces derniers l'auraient laissé partir.

Pour finir, lors de sa conférence de presse tenue à Orly avant son départ pour Athènes, Marketakis répondit à un journaliste, qui s'étonnait qu'il n'ait pas porté plainte contre ses ravisseurs, qu'il voulait oublier cette affaire. Un officiel grec renchérit d'ailleurs en affirmant que les membres de l'ambassade ne connaissaient pas assez bien les problèmes juridiques français pour porter plainte. A croire que le gouvernement grec n'a plus les moyens de se payer un avocat ou un conseil juridique.

Cette histoire est si énorme, d'ailleurs comme les déclarations de Marketakis arrivant à Athènes en criant « vive l'ordre », qu'on peut même se demander si Marketakis n'a pas voulu par là-même montrer à l'opinion publique mondiale qu'il n'était pas libre de ces mouvements. Car il est en effet probable qu'il a été « récupéré » par la police politique grecque à Oslo ou entre Oslo et Copenhague. Celle-ci avait d'ailleurs un moyen de pression considérable sur lui puisque sa femme et ses deux enfants étaient demeurés à Athènes.

C'était sans doute là une « voie de pression psychologique » suffisante non seulement pour le faire revenir sur ses déclarations, mais même pour le faire revenir à Athènes.

Mais toute cette macabre comédie qui a pour arrière-fond les supplices qu'endure le peuple grec, n'aura fait que discréditer un peu plus, si faire se peut, le régime sanglant des colonels.

AU TRIBUNAL MILITAIRE DE LOD
UN PROCES DE L'OCCUPATION ISRAELIENNE

Semblable à toutes les répressions colonialistes que le monde a connu, la répression israélienne frappe toujours plus fort les militants arabes palestiniens. Et Tel-Aviv tend à ressembler toujours un peu plus à Alger sous la domination française.

La semaine dernière, quatre militants palestiniens, Kamal, Nusseibi, Sandoka et Harab, ont été condamnés à la prison à vie pour avoir placé des charges de plastic au cœur même des villes israéliennes. Les inculpés ont reconnu les faits mais les autorités militaires ont refusé de leur reconnaître la qualité de prisonniers de guerre, les expulsant même plusieurs fois en cours d'audience, parce que ces derniers attaquaient dans leur discours, l'occupant israélien.

En réclamant contre eux la prison à vie et non la peine de mort (peine applicable en Israël dans le cas de menace contre la sécurité de l'état), le procureur a, de son propre aveu, refusé de transformer des combattants en martyrs de la cause palestinienne.

C'est en un certain sens avouer que les autorités israéliennes ont de plus en plus peur de l'impact de la lutte palestinienne sur l'opinion publique internationale.

Car en prenant les armes, et en refusant d'être un peuple éternellement formé de « personnes déplacées », les combattants palestiniens gagnent peu à peu la sympathie d'une partie importante de l'opinion mondiale. Plus personne ne pense aujourd'hui qu'il sera possible de régler le conflit israélo-arabe sans tenir compte de la volonté du peuple arabe de Palestine. Et de ce point de vue c'est déjà une victoire pour la cause palestinienne.

Les accusés ont transformé leur défense en un violent réquisitoire contre l'occupant sioniste et ses crimes.

Mais par-delà les képis des juges militaires israéliens, par-delà leur banc d'accusés, ils se sont adressés à tous ceux qui, par le monde, luttent contre l'oppression quelle qu'elle soit.

Yasser Arofat leader de El Fatah (Photo U.P.I.)

UNE LETTRE D'"INTERNATIONAL SOCIALISM"

Suite à la lettre d'un membre du groupe révolutionnaire britannique « International Socialism » que nous avons publiée dans « Lutte Ouvrière » n° 20 du 4 décembre, nous avons reçu une mise au point du Comité exécutif de « International Socialism », que nous publions ci-dessous.

Nous précisons à nos lecteurs que nous ne partageons pas le point de vue de ces camarades lorsqu'ils écrivent que la manifestation du 1er mai doit couronner **toute une campagne. Des manifestations peuvent, et si possible, doivent faire partie d'une campagne mais n'en sont pas le couronnement, ce qui reviendrait à considérer une manifestation comme le but final d'une agitation.**

Nous profitons de cette occasion pour rappeler à nos lecteurs qu'ils peuvent se procurer « Socialist Worker », l'hebdomadaire de I.S., en nous écrivant : exemplaire contre deux timbres.

Chers camarades,

Nous nous réjouissons des commentaires qu'ont fait des révolutionnaires français sur nos projets de manifestation pour le 1er mai.

Le Comité Exécutif de International Socialism tient cependant a dire que, bien que nous estimons que la première tâche des révolutionnaires est un travail conséquent et prolongé dans la classe ouvrière, nous pensons néanmoins que des manifestations peuvent jouer un rôle utile de cristallisation des esprits. Cette manifestation doit couronner toute une campagne menée cet hiver sur les problèmes du chômage, du blocage des salaires, des accords de productivité, etc.

Notre travail sur ces différents thèmes se poursuivra après *le 1er mai. Nous pensons que les bénéfices les plus importants que nous en tirerons seront des contacts, incontestablement très limités, et la possibilité d'éduquer politiquement des militants d'entrerise. Nous estimons qu'un groupe d'usine solide et bien implanté a bien plus d'importance qu'une manifestation ; cependant, face au vide presque* total *de la gauche, une manifestation est tout de même d'une certaine importance.*

Pour terminer, nous accueillons toujours avec joie les réactions de L.O. sur nos activités. Dans le cas présent, nous pensons que la lettre que vous avez publiée ne reflétait pas nos perspectives de façon suffisamment claire.

« LUTTE OUVRIERE » et « ROUGE » organisent en commun

UN MEETING PUBLIC sur le thème :

Construire le Parti Révolutionnaire

au Palais de la Mutualité
24, rue Saint-Victor - Paris (V^e^) (Métro Maubert - Mutualité)

Attention : Ce meeting se déroulera le :

Vendredi 31 Janvier à 20 h. 30

(et non à la date primitivement prévue le 17 janvier)

Participation aux frais 2 F

Nous espérons que les lecteurs de « Lutte Ouvrière » viendront nombreux à cette importante réunion.

DANS LES LYCEES : les rapports professeurs-élèves

L'ELAN d'enthousiasme qui avait en mai et juin, porté nombre de professeurs aux côtés de leurs élèves, dans la rue et à la Sorbonne, s'est, depuis la reprise, considérablement refroidi. Il paraît loin aujourd'hui, ce moment privilégié où élèves et profeseurs entreprenaient dans les lycées occupés en commun de se connaître, de discuter enfin et de mettre au point à travers commissions et groupes d'études les revendications et projets de réforme jugés indispensables par tous.

En fait la rupture est intervenue en juin dernier lorsque le S.N.E.S., après une consultation douteuse, donna l'ordre de la reprise du travail. Les élèves ne comprirent pas et en particulier les candidats bacheliers qui avaient cru et espéré ferme que le « bac S.N.E.S. » — projet de bac mis en avant par les syndicats d'enseignants et qui consistait en un diplôme délivré sur présentation d'un carnet scolaire favorable — fonctionnerait l'année scolaire 67-68 et ouvrirait la voie à une nouvelle, mais révolutionnaire, réforme du baccalauréat. Mais en renonçant à la grève, le S.N.E.S. abandonnait son projet de bac et livrait les élèves au bac Faure. Les élèves eurent le sentiment justifié qu'il s'agissait d'un lâchage sans gloire et même d'une véritable trahison : les professeurs ne tenaient pas leurs engagements. Sensibles aux variations de l'opinion publique, à la pression des parents d'élèves, aux menaces du ministre et obéissant à la politique de reprise générale lancée par les syndicats « pour ne pas gêner les élections » (c'est la tendance communiste qui est majoritaire à la direction du S.N.E.S.), les professeurs rentraient dans le rang. Les élèves ne l'oublieront pas.

La rentrée se fit dans les pires conditions. La réforme annoncée prévoyait des moyens légaux de contestation habilement canalisés vers une participation plus apparente que réelle. Mais les délais d'application s'alongeaient de jour en jour. En fait, on attend encore les textes promis cette fois pour janvier. Mais le S.N.E.S. et avec lui le S.G.E.N. se déclaraient relativement satisfaits. Il ne restait plus qu'à attendre. Les élèves n'attendirent pas et bon nombre d'entre eux comprirent dès le premier jour qu'il n'y avait rien à attendre. La contestation s'installa de fait dans les lycées.

Elle a pris des formes aussi variées que nombreuses, ouvertement politique parfois mais le plus souvent « catégorielle ». La contestation ce n'est pas un ensemble cohérent de revendications ordonnées, mais un état d'esprit qui s'empare de tout fait, petit ou grand, des hauts principes comme des minuscules détails de la vie d'un établissement d'enseignement et qui obstinément, voire maladroitement traduit une aspiration démocratique, un sentiment aigu de la dignité et du droit des jeunes à connaître, à contrôler et à décider de leur sort.

C'est évidemment inacceptable pour l'administration et pour la majorité des professeurs. Ces derniers, même les mieux intentionnés n'ont jamais cessé de considérer leurs élèves comme de grands ou petits enfants qu'il faut guider, conseiller, retenir et contrôler « pour leur bien ». Même en mai et juin, ces rapports furent toujours empreints de paternalisme. Et bien des professeurs se retrouvèrent, à l'époque, aux côtés de leurs élèves non par conviction profonde mais par devoir professionnel, par sens des responsabilités ! Si la vague de mai devait à ce point bouleverser les jeunes, leur donner une nouvelle façon de penser, de sentir et de vivre, elle ne fut pour la majorité des enseignants qu'un intermède inattendu, généreux et surprenant. Bon nombre se demandent aujourd'hui quelle fièvre les a brûlés. Prompts au découragement politique, englués dans une réforme confuse et contradictoire, ils redeviennent peu à peu les défenseurs de l'ordre, de la raison et de l'éthique bourgeoise. Si on leur demande aujourd'hui pourquoi ils ont fait grève en mai, certains répondraient que c'était pour supprimer les compositions ou obtenir des allègements de programme. Ils donnent à postériori une justification professionnelle à leur attitude de mai (c'était dans l'intérêt des élèves), dissimulant un peu honteusement les motivations politiques, l'immense espoir qui a saisi tout le pays et lui à fait croire à un changement possible. Aussi leur action est-elle aujourd'hui uniquement d'améliorer le projet de réforme sur les points où il reste encore insuffisant. Le S.N.E.S. et le S.G.E.N. exploitent cette situation pour les raisons politiques qui leur sont propres. Se faisant les porte-parole de l'aspiration quasi-générale à l'ordre et au travail, fortement opposés aux courants gauchistes qui se manifestent dans les lycées sous des formes directes ou indirectes de contestation, méfiants, envers tout ce qui pourrait relancer l'agitation lycéenne, ils prêchent la raison, le calme et la discipline. Et c'est ainsi que la majorité des professeurs se retrouve tout naturellement contre les élèves. Il ne s'agit pas d'une opposition ouverte, et les enseignants prennent bien soin de mettre toujours en avant « l'intérêt des élèves », « la nécessité de l'autodiscipline », de la « responsabilité », etc. Mais ceci assorti de belles phrases creuses sur la nécessaire démocratisation de l'enseignement, devient le fond commun des propos syndicaux.

Quant aux élèves, ils ne comprennent pas pourquoi ce qui était possible en mai, ne l'est plus maintenant, pourquoi telle revendication approuvée par les professeurs en mai, n'est plus réaliste aujourd'hui, pourquoi faire de la politique en mai retenait l'approbation bienveillante de tous, alors que c'est un scandale aujourd'hui et pourquoi enfin, la « pédagogie rénovée » glisse tout doucement dans les vieilles ornières. Ils sentent la résistance des professeurs, leurs hésitations, leurs contradictions et l'hostilité croît. Les élèves contestent tel ou tel enseignement, telle ou telle méthode, tel ou tel professeur. Là encore la contestation va d'un refus politisé et global de l'enseignement bourgeois, à la remise en cause particulière de tel système de notation ou autre détail minuscule, en passant par une infinie variété d'oppositions contradictoires. La contestation passe partout, prenant le plus souvent la forme de l'indiscipline, elle pénètre dans toutes les classes. Les élèves aspirent à faire ce qui leur plaît et à refuser ce qui ne leur plaît pas. Bien entendu tous ne veulent pas la même chose, aussi tous sont-ils mécontents. Et la contestation parfois maladroite n'épargne personne, pas plus les professeurs grévistes convaincus de mai, que les partisans de la pédagogie classique et de la réaction. Cela va jusqu'au boycott de certains cours, en passant par les pétitions antiprof. ou le chahut généralisé.

Le S.G.E.N. gémit : « certains professeurs sont au bord de la dépression nerveuse ». Le S.N.E.S. est plus ferme : « Nous ne pouvons admettre l'intervention des élèves dans la carrière d'un professeur. » Et de rappeler que le professeur est un salarié, et d'appeler les collègues à la solidarité syndicale. « Il faut faire bloc — entend-on le plus souvent dans la bouche des militants syndicaux — si nous permettons aux élèves et à l'administration de toucher à un seul d'entre nous, c'est la porte ouverte à l'arbitraire et à l'insécurité de l'emploi », etc. Quant à l'administration, elle est le plus souvent partagée entre une rage froide devant l'écroulement d'un système d'autorité si bien rodé et le plaisir malin de dire aux enseignants « vous l'avez voulu, le désordre, maintenant vous l'avez. Vous n'allez pas avoir le culot de vous plaindre ».

Mais déjà se dessine un front commun administration - parents d'élèves - professeurs, contre la liberté du lycéen. La liberté explique-t-on ne consiste pas à faire ce que l'on veut mais à accepter les contraintes nécessaires. Or par essence l'enseignement est une contrainte, car l'élève ne peut juger de l'utilité de ce qu'il apprend que plus tard lorsqu'il a précisément tout appris et tout compris. Il faut lui imposer la table de multiplication pour qu'il puisse accéder aux mathématiques élémentaires et supérieures, etc. L'enfant ne pouvant pas comprendre est donc obligé d'obéir. Il ne peut y avoir de liberté consentie pour le lycéen. C'est sur ces justifications philosophico-pédagogiques, que les professeurs fondent leur opposition aux lycéens. Il faut y ajouter la peur, justifiée ou pas, de perdre un emploi ou d'être muté sur simple contestation parfois injuste et passionnelle provenant d'enfants très mineurs.

Ce sont évidemment des arguments de poids. Contester un professeur ou un enseignant, cela revient à demander négativement le droit de choisir son professeur et son enseignement. Du point de vue du pédagogue c'est évidemment absurde et dangereux. Absurde pour les raisons exposées plus haut et dangereux car cela ne manquera pas de favoriser toutes les démagogies. L'enseignement risque d'en souffrir considérablement et les enseignants risquent d'y perdre leur gagne-pain. Cela est vrai, mais il faut une bonne dose d'hypocrisie pour affirmer que le système actuel favorise, lui, l'enseignement. Et il ne s'agit pas seulement des classes surpeuplées mais du contenu de l'enseignement lui-même, de la formation du professeur, de son aptitude à enseigner, de son caractère, de son comportement en classe. Nous avons tous connus des profs lamentables aux fiches jaunies par le temps, méprisants, hostiles ou crevant de peur, détestant les élèves et détestés par eux, incapables en un mot d'apprendre quoi que ce soit à qui que ce soit. Nous avons tous connu aussi cet enseignement prétendûment universaliste, bourré de chauvinisme, de préjugés et de morale bourgeoise, enseignement inadapté hérité d'un autre âge, incapable de faire face aux exigences de la société et de la culture actuelle. Alors, qu'on ne vienne pas nous rabattre les oreilles avec « la mission éducative de l'enseignement public » (communiqué du S.N.E.S. du 12 novembre prenant position contre l'agitation systématique des lycéens). Aujourd'hui les lycéens revendiquent le droit de choisir, le droit de décider eux-mêmes de ce qu'ils veulent apprendre et avec qui. C'est un éveil de conscience considérable, c'est une aspiration que tout révolutionnaire doit reconnaître et encourager et tout enseignant honnête aussi. Cela risque de ne pas améliorer « l'enseignement » mais, au fond, qu'importe. L'enseignement est et ne peut qu'être décadent et misérable dans cette société condamnée, il n'échappe pas à l'action nocive de la corruption impérialiste et de sa faillite économique, sociale et humaine. Aucun professeur révolutionnaire ne peut attendre de miracle d'une rénovation de l'enseignement. Il n'y a pas de remède possible en dehors d'une solution générale pour l'ensemble de la société. Cette solution c'est le socialisme. Ce n'est pas pour aujourd'hui. Mais les revendications des élèves, par leurs aspirations démocratiques vont dans ce sens. C'est pourquoi ils doivent les soutenir même s'ils en sont, dans un premier temps, victimes sur le plan professionnel direct.

Les lycéens veulent faire l'apprentissage de la liberté. Toute la société est contre eux, mais aussi puériles ou contradictoires que sont les manifestations de cette volonté, ce sont eux qui ont raison. Le jour où tous les opprimés, tous les exploités manifesteront la même volonté, alors la révolution sera proche.

la journée du 18 décembre à BERGSON

AU Lycée Bergson, la journée de mercredi 18 décembre commence sur la nouvelle de la fermeture du Lycée Chaptal et de la réintégration conditionnelle des élèves du 2e cycle de cet établissement.

Cette mesure jamais vue jusqu'ici, l'écœurante partialité de l'O.R.T.F. dans cette affaire, mettent l'effervescence dans les classes de 2e cycle : dès 9 heures, élèves d'un côté, professeurs de l'autre se réunissent et discutent de la riposte : toute la matinée les cours sont perturbés, et à 13 h 30 la section S.N.E.S. du lycée se prononce sur la grève, qui est votée par une vingtaine de syndiqués sur trente présents (le S.N.E.S. a au lycée une soixantaine d'adhérents).

Peu après une assemblée d'élèves et de professeurs se réunit au réfectoire. L'après-midi, la grève n'est observée que par une minorité d'enseignants, le S.G.E.N. l'ayant refusée. A 16 heures, une nouvelle assemblée se réunit au réfectoire, pour préciser le sens de l'action menée et étudier les perspectives pour les prochains jours.

Nous sommes loin d'avoir donné un coup d'arrêt à la politique gouvernementale, et en particulier la direction académique du S.N.E.S. aux mains du P.C.F. a fait tout ce qu'elle a pu pour décourager les enseignants de faire grève.

Mais la réaction à Bergson a été immédiate et montre que dans les lycées tout le monde n'est pas décidé à laisser l'arbitraire s'installer, à laisser ceux de Chaptal seuls sous les coups de la répression.

Au petit Condorcet solidarité avec Chaptal

APRES la décision du ministère de l'Education nationale de fermer le lycée Chaptal jusqu'à la rentrée de janvier, la risposte et la solidarité ne se sont pas fait attendre dans de nombreux lycées de la région parisienne.

C'est ainsi qu'une certaine effervescence régnait au lycée Condorcet dans le 9e arrondissement. La réaction des élèves de l'annexe de ce lycée est particulièrement révélatrice. Cette annexe, le « petit Condorcet » regroupe des élèves du premier cycle.

Le jeudi matin, 19 décembre, à 10 heures, une soixantaine d'élèves se regroupaient dans la cour de récréation et réalisaient une petite manifestation spontanée en scandant des slogans tels que :

« Ce n'est qu'un début, continuons le combat,

« Condorcet solidaire Chaptal,

« Halte à la répression,

« Les prof's avec nous contre la répression. »

Pour ce qui est des professeurs, il faut dire que si, individuellement, certains assuraient les élèves de leur solidarité, aucun ne la manifesta aux côtés des élèves.

Et pourtant, la fermeture de Chaptal concernait aussi leurs collègues.

Cette première manifestation dura un quart d'heure à ving minutes et devait être suivie d'une seconde, plus nombreuse. En effet, à la sortie du deuxième service de cantine, celui des troisièmes, une trentaine d'élèves se retrouvaient coude à coude, quatre par quatre, et commençaient à scander :

« Condorcet solidaire Chaptal »

en remontant vers la cour.

Avec la rentrée de l'après-midi, le groupe atteint la centaine et fit un grand tour du lycée.

Cette manifestation était d'autant plus significative, qu'elle avait regroupé des lycéens très jeunes, des lycéens qui s'éveillent à la vie politique.

La politique du bâton de Marcellin et d'Edgar Faure, la pression de l'administration qui voit son autorité séculaire bousculée, se heurtent à la solidarité de tous les lycéens, des plus jeunes au plus anciens.

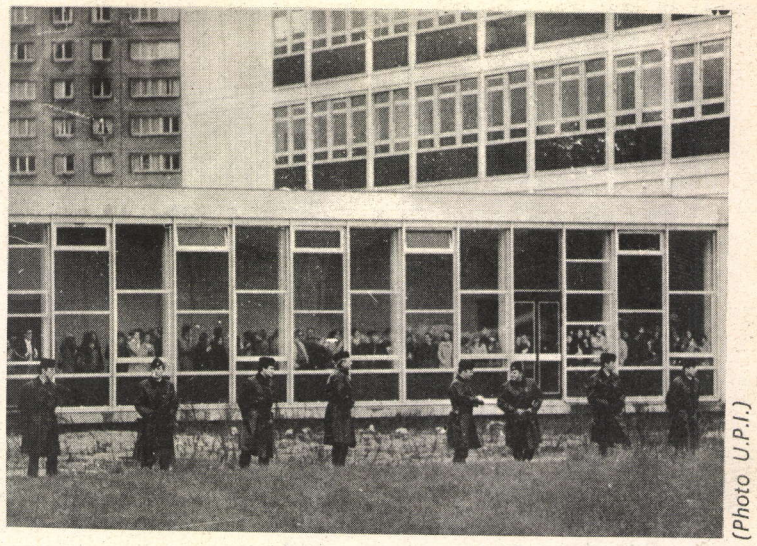
à Nanterre la police s'est retirée

ET MAINTENANT ?

LUNDI midi, les étudiants prenant leur repas au nouveau restaurant universitaire virent une longue file de cars gris arrivant pour renforcer les unités de police déjà stationnées à Nanterre.

Flics, C.R.S. et gorilles de tout poil bloquèrent portes et fenêtres de la Faculté des Lettres. Pour entrer dans les locaux, il fallait montrer patte blanche aux argousins de Marcellin.

Entre la Cité Universitaire et le restaurant, cars, jeeps et motards stationnaient. Les rues de Nanterre étaient sillonnées de paniers à salade. C'étaient là les grandes manœuvres de Grimaud, sous le double patronage d'Edgar Faure et de Marcellin, un rêve policier enfin réalisé.



La Faculté de Nanterre →
16 décembre 1968

(Photo U.P.I.)

Ce quadrillage eut pour résultat de généraliser la grève. Les étudiants, dans leur grande majorité, refusèrent de continuer à travailler dans ces conditions, les professeurs finirent par se rallier, l'amphi principal se remplissait de nouveaux contestataires, les groupuscules réactionnaires eux-mêmes furent obligés de condamner la présence de la police à la faculté, le doyen, quant à lui, devait se déclarer d'accord avec l'analyse du gouvernement mais non avec les moyens (sic).

Edgar Faure voulait soit-disant écarter les agitateurs étrangers à la faculté. Les réactionnaires ont l'imagination bien pauvre, c'est toujours le même cliché qui ressort : à croire que le gouvernement oublie que c'est précisément à Nanterre que les « enragés » ont commencé à se manifester un certain 22 mars. Malgré le contrôle, faire entrer les étudiants, c'était faire entrer les « enragés », selon le vieux principe maoïste du poisson dans l'eau.

La situation dura trois jours. La police peut isoler un point chaud de l'agitation universitaire, elle ne peut le réduire. Finalement, jeudi matin, il n'y avait plus de contrôle, la police était partie.

En maintenant la grève des cours, les étudiants ont finalement ridiculisé l'action exemplaire que le gouvernement voulait réaliser en transformant Nanterre en champ de manœuvres.

Ils ont obtenu :

— la libération de Régine Martinez, arbitrairement arrêtée,

— pas d'inculpation pour les huit étudiants convoqués par le juge d'instruction,

— le retrait de la police de Nanterre.

Mais la répression continue ailleurs, d'autres militants sont arrêtés, elle se manifestera encore à Nanterre... Le « libéral » Edgar Faure prépare d'autres formes, plus administratives, de répression : exclure les agitateurs, lever les bourses et les sursis, fermer les établissements et réinscrire ceux qui s'engagent à ne s'occuper que de leurs chères études — pourquoi pas aussi prêter serment de fidélité au « guide » suprême ?...

De toute façon, il était donc important de réagir face à la répression. En le faisant, le mouvement étudiant a montré qu'il n'était pas mort et qu'il n'est pas prêt à se laisser faire.

Cependant, son isolement n'est toujours pas brisé. La liaison étudiants-travailleurs, toujours pas réalisée. Les répercussions s'en font sentir au sein du mouvement étudiant lui-même, les « gauchistes » sont encore capables de mobiliser les étudiants face à la répression policière, mais les groupuscules réactionnaires et les staliniens de l'U.E.C. sont toujours là à guetter tout essoufflement du mouvement pour le ramener « dans le calme et la dignité », vers la résignation et l'adaptation au régime réactionnaire et policier.

La liaison étudiants-ouvriers s'était amorcée en mai, seulement depuis juin, les camarades des différentes tendances existant dans le mouvement étudiant se sont laissés couper des militants ouvriers et des jeunes qu'ils avaient pu contacter. Mai ne peut se reproduire automatiquement. Certes, il est plus facile de militer en milieu étudiant, mais celui-ci n'a pas de prise solide dans la société, il est coupé de la production, les militants étudiants risquent de tourner en rond.

Il ne suffit pas alors, pour briser l'isolement, de chercher à « populariser » le mouvement étudiant, de faire une manifestation ou d'aller distribuer un tract. Une fraction, au moins, des camarades doit comprendre qu'il n'y aura pas de véritable mouvement révolutionnaire sans mouvement ouvrier révolutionnaire. Il faut se débarrasser d'une conception mythique du prolétariat. C'est à partir des entreprises que peut se constituer un mouvement ouvrier révolutionnaire. Contrairement à l'idée généralement répandue, les étudiants révolutionnaires peuvent effectivement y contribuer. Il leur faudra pour cela quitter le ghetto universitaire autrement que pour des excursions sporadiques.

C'est un travail systématique et régulier qu'il faut mener quotidiennement, pour contribuer avec les militants d'entreprise à la construction du mouvement ouvrier révolutionnaire à partir des problèmes qui se posent au sein des usines.

à Clermont-Ferrand :

PROVOCATION POLICIÈRE

VENDREDI 13 DECEMBRE, A L'APPEL DES ORGANISATIONS SYNDICALES C.G.T., F.O., S.U., LES STAGIAIRES DE L'ECOLE NATIONALE DES IMPOTS SE METTAIENT EN GREVE POUR 24 HEURES. IL S'AGISSAIT D'APPUYER UN CERTAIN NOMBRE DE REVENDICATIONS : LA REFORME DES ETUDES, L'AUGMENTATION DES SUBVENTIONS, LA REFORME DU REGLEMENT INTERIEUR DES CITES E.N.I.

Dés le matin, la grève est suivie par la quasi-totalité des stagiaires, à l'exception de quelques individualités bien connues pour leurs sentiments de droite, voire fascisants. Des piquets de grève sont installés devant l'école : c'est sans doute ce qui détermine le Directeur de l'E.N.I. à faire appel aux flics.

En début d'après-midi les C.R.S. interviennent, casqués, le mousqueton sur l'épaule, sacs de grenades en bandoulière. « Nous vous donnons une minute pour vous disperser ». La réaction est immédiate et silencieuse : le piquet de grève s'assied par terre. Aussitôt les C.R.S. de matraquer copieusement, ceci jusqu'à l'intérieur du hall. Sept stagiaires sont arrêtés, il y a deux blessés. Dans le hall reste un groupe de C.R.S. qui occupera les lieux jusqu'au soir.

150 à 200 étudiants qui se rendaient aux cours des facultés voisines (Droit et Lettres) s'attroupent et un meeting se forme spontanément aux cris de « LIBEREZ NOS CAMARADES », « A BAS LA REPRESSION », « LIBERTES SYNDICALES ». Commencent à apparaître une banderolle U.N.E.F., un haut-parleur diffusant les slogans.

Les C.R.S. chargent une nouvelle fois, matraque haute, lançant des grenades lacrymogènes jusque dans le hall de la Faculté de Droit. (A noter l'intervention amusante du doyen de Droit : « Messieurs, n'insultez pas les gendarmes : vous êtes ici chez moi ! »...). Dispersés, les étudiants se regroupent à nouveau entre les facultés de Droit et de Lettres et décident d'aller rejoindre la sortie des lycéens de 16 heures : un cortège se forme de plus de 200 étudiants avec les drapeaux rouges et noirs du mois de mai.

A proximité des lycées les nouveaux venus sont informés par diverses prises de parole. A ce moment, l'indécision commence à naître chez les manifestants ; les uns parlent d'attendre jusqu'au soir pour se retrouver dans le cadre d'une intersyndicale, à la faculté des Lettres. C'était l'avis de l'A.J.S. et des groupusculaires U.E.C. (pour autant qu'ils étaient présents), les autres, militants révolutionnaires (Comités d'Action, anarchistes, C.O.P.I. [*]), étaient partisans de se rendre Place de Jaude, dans le centre ville pour informer la population de ce qui venait de se passer à l'aide de tracts.

Il est regrettable qu'un militant de l'A.J.S. se soit cru autorisé à bousculer un camarade qui exprimait des idées différentes des siennes. L'A.J.S. veut-elle continuer les méthodes stalitiennes au sein du mouvement révolutionnaire ?

Ce sont les flics qui mettent fin à la division quand ils se mettent à dévaler la rue, à la charge...

Quand le regroupement se fait quelques rues plus loin, c'est la solution « Place de Jaude » qui prévaut : presque tous les manifestants se mettent en route, suivis à contre-cœur par les Staliniens et l'A.J.S.

Arrivés Place de Jaude, les étudiants se dispersent par petits groupes pour diffuser les tracts U.N.E.F. : « SOLIDARITE E.N.I., LIBERTES SYNDICALES ». Les flics, qui suivaient de loin, chargent une nouvelle fois délibérément avec plus de sauvagerie que les fois précédentes, pourchassant tout ce qui bouge sur la Place. Les C.R.S. matraquent jusqu'aux portes d'un grand magasin (ils briseront une porte vitrée) : tout le monde est gagné par la panique, les cris « SS » retentissent partout, crises de nerfs... Autant qu'ils le peuvent, ils procèdent à des arrestations. C'est avec un certain mal que les C.R.S. sont rappelés par leurs supérieurs : plusieurs s'acharnaient à coups de bottes et de matraques sur des étudiants à terre (C.R.S. oblige).

Salle des Pas Perdus Gare Saint-Lazare - Des étudiants manifestent dans le cadre de la « journée d'action » organisée par l'U.N.E.F.
(Photo U.P.I.)

Pendant plus d'une demi-heure les étudiants essaimèrent dans le magasin expliquant les événements de l'après-midi se gagnant ainsi la sympathie d'une partie de la population.

A 20 h 30 se tenait à la Faculté des Lettres un meeting de solidarité dans le cadre de l'Intersyndicale : l'amphi était bondé comme aux meilleurs jours de mai (environ 1 500 personnes). Nos camarades avaient été libérés à 20 h. Quelques interventions, principalement le président de l'U.N.E.F. et le représentant de la C.G.T. des impôts. Ce dernier, appuyé par un syndicaliste U.N.E.F., contestait à l'assemblée des étudiants le droit de réclamer la démission du Directeur de l'E.N.I. : « c'est une affaire qui doit être réglée dans le cadre de l'école ». L'ensemble des étudiants décidait à l'unanimité une grève de trois jours.

Encore une fois, regrettons l'attitude des camarades de l'A.J.S. qui refusèrent le micro à un représentant des C.A. et C.A.L. et qui coupèrent la sono quand, en plus, un représentant du C.O.P.I. voulut intervenir : « vous allez écœurer les camarades de la C.G.T. » (sic).

On a pu constater qu'à chaque fois les C.R.S. ont chargé délibérément, même lorsque manifestement les étudiants se dispersaient. Il ne s'agissait pas d'une erreur de C.R.S. à quotient intellectuel anormalement bas : de très nombreux R.G. étaient sur place et les opérations étaient dirigées par le commissaire de police et un très haut gradé de gendarmerie. Suite au discours de De Gaulle, l'attitude des flics s'est raffermie.

Mais il est réconfortant de constater qu'aujourd'hui, suite au mois de mai, ce sont les couches de la population les plus inattendues qui sont capables de se mettre en bagarre : les futurs contrôleurs et inspecteurs des impôts, ceux que tout le monde croyait tranquilles et petits fonctionnaires...

Il est réconfortant d'avoir senti à cette époque renaître l'esprit du mois de mai : les mêmes slogans, mêmes drapeaux, les affiches des « Beaux-Arts » qui recouvraient la ville le soir même : « SOLIDARITE E.N.I. ».

(*) Le C.O.P.I. (Comité Ouvrier Paysan Intellectuels), à la différence du C.A. ne veut pas d'un regroupement de tendances : c'est un comité « à la base et pour l'action »).

LA COUR DE SURETE DE L'ETAT A SIEGE :

des années de prison pour 7 ouvriers et 2 étudiants

LA Cour de Sûreté de l'Etat a rendu son verdict. Neuf des accusés feront quatre, trois ou deux ans de prison, les cinq autres obtenant, pour des peines identiques, le sursis.

Des années de prison pour avoir lancé quelques cocktails molotov, à un moment où ils ne pouvaient faire de victimes, contre la faculté de droit de Bordeaux, et surtout contre des commissariats de la même ville. Les dégâts furent là si importants que l'accusation, au nom du ministère de l'Intérieur, a réclamé... 130 F de dommages et intérêts.

La justice est passée. Comme toujours inexorable... pour les opprimés qui osent se rebeller.

Ce que la Cour de Sûreté a puni si durement ce ne sont pas les actes reprochés. Ils sont insignifiants et sans conséquence. C'est l'esprit de révolte, c'est l'esprit de mai.

Elle avait un prétexte. Elle avait surtout une occasion. Parce que l'affaire incriminée était déjà un peu effacée des mémoires, parce que les attentats dans leur principe sont condamnés par l'énorme majorité non seulement de la population mais aussi de tous ceux qui se revendiquent de mai, parce que les accusés étaient pour la plupart de jeunes ouvriers étrangers au milieu étudiant, elle a estimé qu'elle pouvait faire un exemple à bon compte, sans trop craindre les réactions.

Bien sûr, l'action de Lueza, Guinard et leurs camarades ne nous semble ni juste ni utile.

Mais au nom de quoi un tribunal bourgeois peut-il les condamner à des années de prison ? De la justice ? De l'ordre ? De la société ?

Au président qui faisait finement remarquer que « l'opinion a toujours été hostile quand on l'empêchait de dormir », un des accusés, Dubourdieu, condamné maintenant à 3 ans de prison, rétorquait : « Si nous sommes passés à l'action, c'est parce que des commandos de droite de la faculté de Droit étaient venus nous attaquer à l'association générale. Ces commandos U.D.R. empêchaient, eux aussi, les gens de dormir. Ils klaxonnaient toute la nuit dans les rues. Ils étaient de surcroît armés de manches de pioches. Quand ils sont venus, nous nous sommes défendus. Quelqu'un, d'ailleurs, a appelé la police mais, quand elle est arrivée, les agents nous ont dit : « Vous n'aviez qu'à ne pas vous trouver ici. »

La Cour de Sûreté a-t-elle eu à s'occuper des violences des commandos U.D.R. ? Certains pourtant ont fait des morts lors de la dernière campagne électorale.

Bel ordre que celui qui s'appuie sur les C.R.S. et les gardes mobiles, celui des matraques et des grenades contre les manifestants, celui dont les fidèles serviteurs ont provoqué la mort d'un lycéen à Flins, abattu deux ouvriers à Sochaux. Celui au nom de qui, il n'y a pas si longtemps, les mêmes juges condamnaient à la guillotine les patriotes algériens, les mêmes flics les torturaient, la même armée les massacrait et les mêmes hommes politiques ordonnaient tout cela.

Belle société que celle qui, pour que prospère une minorité de privilégiés, n'offre comme perspective à un jeune travailleur que de produire et de végéter misérablement jusqu'à ce qu'il crève. Celle qui pervertit les relations humaines au point de produire des centaines de milliers de « cas sociaux », ce que seraient, si l'on en croit ce qui s'est dit dans le prétoire, une bonne partie des accusés.

Ecœurés par une société pourrie, déçus par l'échec du mouvement de mai, de jeunes travailleurs et quelques étudiants n'ont plus vu d'autre moyen pour se faire entendre que l'explosif. Les militants révolutionnaires ne peuvent que leur reprocher une chose : l'inefficacité du procédé.

Mais ce n'est certes pas une société, qui patauge dans le sang et ne se maintient que par la violence, qu'une minorité exerce continuellement sur la majorité, qui a le droit, ni de les juger, ni de les condamner.

NANTERRE, LA SORBONNE,

TOUS LES ETUDIANTS SONT CONCERNES

L'UN des avocats des inculpés, Me Gisserot a déclaré au cours du procès : « Quand on les a arrêtés et aujourd'hui qu'on les juge, Nanterre n'a pas levé le petit doigt et la Sorbonne n'a pas bougé. Aujourd'hui ils se retrouvent seuls, abandonnés, victimes d'une révolte qui a été due à l'abandon progressif des valeurs traditionnelles que sont dans une société la patrie et la religion. »

Me Gisserot, ce n'est pas la peine de le souligner, n'a rien d'un révolutionnaire ni d'un sympathisant des idées de mai. Nous pensons même que ce doit être avec un certain plaisir qu'il a insisté sur la façon dont le monde étudiant s'est désintéressé de ses clients. Le même plaisir qu'ont du prendre tous les réactionnaires à constater cet abondon.

Lorsque Régine Martinez, sous le prétexte de sa prétendue complicité dans les récents attentats commis à Paris, a été maintenue en garde à vue, les étudiants de Nanterre se sont mis en grève. Ils ont eu raison. Le pouvoir a cédé et leur camarade a été libérée.

Chaque fois d'ailleurs que la répression s'abat sur l'un d'entre eux, et quelle que soit l'université ou l'école, les étudiants réagissent. Cette solidarité est toute à leur honneur. Elle est un exemple pour tous.

Mais aujourd'hui ils se doivent de réagir devant le verdict de la Cour de Sûreté de l'Etat.

Certes la plupart d'entre eux désapprouvent les attentats. Nous le faisons aussi. Mais ce n'est pas une société telle que celle-ci qui ne se maintient que par la violence, ni aucun de ses représentants quel qu'il soit, qui a le droit de juger et de condamner de jeunes travailleurs écœurés et désespérés. Tout étudiants honnête participant du mouvementt de mai doit bien le comprendre.

Les étudiants se doivent d'autant plus d'être solidaires que ces jeunes travailleurs, condamnés aujourd'hui à des années de prison, ont cru en mai dans le mouvement étudiant. Celui-ci a été pour eux, comme pour des milliers d'autres jeunes ouvriers, l'espoir d'un changement fondamental. Malgré la carence des organisations ouvrières traditionnelles, la Sorbonne leur a effectivement redonné confiance dans la révolution.

Si cette solidarité ne se manifestait pas, si les étudiants ne jugeaient pas indispensable de faire en faveur de ces jeunes travailleurs tout ce qu'ils auraient fait pour l'un quelconque des leurs, ce serait alors la preuve décisive que toutes les résolutions affichées bruyamment de joindre leur lutte à celle des travailleurs n'étaient rien que parole en l'air, qu'ils ont eux aussi des réflexes de caste, que le sort des travailleurs, même de ceux qui les ont pourtant rejoint en mai, ne les intéresse pas.

Et ce serait non seulement une profonde déception chez beaucoup de jeunes ouvriers, mais aussi une condamnation sans appel du mouvement étudiant révolutionnaire.

HALTE A LA REPRESSION

LE jeudi 19 décembre la police interpellait seize militants révolutionnaires dont Régis Bergeron, fondateur du Parti communiste marxiste — léniniste de France (tendance maoïste) et Nicolas Baby, du Bureau national des Comités d'action lycéens. Motif des arrestations : reconstitution de ligue dissoute, en l'occurence le P.C.M.L.F.

Vendredi, quatorze interpellés sur seize étaient remis en liberté, deux voyant leurs gardes à vue prolongée.

Cette action de la police s'inscrit d'ailleurs dans une campagne systématique de harcèlement des militants révolutionnaires. Les dix jours de garde à vue de Martinez, la convocation des huit étudiants de Nanterre chez le juge d'instruction, et l'interpellation de tous les participants d'un stage de l'U.N.E.F. sont quelques exemples de grossières manœuvres d'intimidation des amis de M. Marcellin. A propos de ce stage, Sophie Amey, dont le mari vient d'être expulsé de France, nous écrit :

« Arrêté le dimanche 15 décembre vers 19 h 30, par un barrage de police, à la sortie d'un stage ouvert de l'U.N.E.F., au Relais international de la Jeunesse, Claude Amey, de nationalité suisse, vient d'être expulsé de France après soixante-cinq heures de « détention administrative ».

Comment justifier le traitement infligé durant le temps de la détention dite administrative :

- **durée illégale de quarante-huit heures ;**
- **régime de droit commun ;**
- **manque de nourriture (deux morceaux de pain, un peu de jambon et une soupe claire en plus de deux jours) ;**
- **absence totale de soins hygiéniques (cuvette sanitaire publique dans la cellule même) ;**
- **déplacements menottes aux poignets ;**
- **mesures d'humiliation et d'intimidation au cours de l'interrogatoire (menaces, insultes, coups de pipe sur la tête), interrogatoire ouvert par ailleurs en l'absence de toute procédure judiciaire ;**
- **refus du recours à un avocat ;**
- **absence de sommeil (interrogatoire nocturne, lampe allumée toute la nuit). »**

Ce cas d'expulsion n'est pas isolé. Il intervient dans une période où se multiplient les cas de répression. Je pense que le minimum est de ne pas faire le silence à leur propos.

Nous pouvons également parler en connaissance de cause de l'impossibilité où se trouvent les diffuseurs d'Action, **de** Rouge **ou de** Lutte Ouvrière **de vendre la presse révolutionnaire vu les « sollicitations » dont ils sont l'objet de la part des forces de police. Mais si Marcellin-la-Matraque pense effrayer les révolutionnaires avec ce genre de méthodes, il se trompe. Il ferait bien de se rappeler que son prédécesseur qui voulait lui aussi faire peur aux révolutionnaires en embarquant un certain nombre d'entre eux à la porte de la Sorbonne, début mai, se retrouva avec une quasi-insurrection sur les bras.**

De toutes façons toutes les menaces du ministre de l'Intérieur n'ont pas empêché jusqu'à présent les étudiants, les lycéens ou les travailleurs de manifester dans la rue quand ils l'ont voulu, ce qui est, comme chacun sait, interdit. Et elles n'empêcheront pas non plus les révolutionnaires de continuer le combat.

COMITE POUR LA LIBERTE ET CONTRE LA REPRESSION A BORDEAUX

Le Comité régional de Bordeaux qui vient de se constituer nous prie d'insérer le communiqué suivant :

L'Assemblée constitutive à laquelle ont été invités les 250 membres du Comité de lutte bordelais contre la répression, réunis cours Pasteur le 29 novembre 1968,

Constatant que le gouvernement, aux prises avec les difficultés économiques et financières que l'on sait, choisit de ne prendre aucune sanction contre les spéculateurs,

Mais que, soucieux d'affirmer son autorité absolue face à tous les éléments populaires et contestataires,

Il maintient en prison une dizaine de jeunes bordelais étudiants et ouvriers, qui ont participé aux événements de mai.

Il couvre de son autorité les licenciements dans les chantiers navals et la métallurgie.

Il interdit l'entrée en France de la revue Tricontinental éditée par les révolutionnaires cubains.

Il porte la responsabilité indirecte de l'élimination de Maurice Clavel de Radio-Luxembourg.

Il fait citer les présidents d'Association générale des étudiants au tribunal de police à la suite d'une sommation de payer les charges sociales retenues par l'U.R.S.S.A.F. pendant la gestion correspondant à leur mandat. Ce durcissement de l'U.R.S.S.A.F. n'est qu'une poursuite politique déguisée.

Il engage la lutte contre les étudiants en exigeant du recteur de l'Académie de Paris des poursuites judiciaires contre les étudiants de Nanterre qui s'opposent à la participation de dirigeants de firmes capitalistes à des jurys universitaires.

Le Comité avertit le recteur que sa responsabilité personnelle est engagée par cette obéissance.

Le Comité de lutte contre la répression appelle à une lutte sans esprit de recul pour la conquête de la liberté.

DE LA TERRE A LA LUNE

(Photo U.P.I.)

21-12-58 - Borman, Lowell et Anders vont prendre le départ.

Au moment où nous écrivons ces lignes, les trois astronautes américains d'Apollo sont quelque part entre Terre et Lune, ayant entrepris le plus audacieux voyage que des humains aient jamais tenté. Et ce n'est pas sans émotion qu'au fil des heures, et des bulletins d'information, on suit leur progression vers ce satellite qui, hier encore, symbolisait l'inaccessible.

Les révolutionnaires socialistes ne peuvent moins que quiconque, d'ailleurs, rester indifférents à cette tentative, parce qu'aucune victoire de l'humanité, dans sa lutte incessante pour la maîtrise de la nature, ne peut les laisser indifférents.

Bien sûr, derrière le colossal profil de Saturne V, il y a celui d'engins moins pacifiques, et ce sont sans doute les mêmes techniciens, ou en tout cas leurs semblables, qui les ont mis au point. Et personne ne peut se réjouir sans arrière pensée des progrès scientifiques, parce qu'ils signifient avant tout, à notre époque, « progrès » dans la course aux armements, « progrès » dans la mise au point d'armes de destruction massive.

Mais ce ne sont ni la science, ni la technique qui sont en cause. Il n'y a que les intellectuels bourgeois les plus réactionnaires pour poser le problème de manière aussi fausse, pour oser accuser la technique et le machinisme de tous les maux, pour souhaiter le retour aux « belles époques » du passé.

Les « belles époques » en question furent peut-être belles pour les classes dominantes, mais jamais pour les exploités. Et le retour à l'âge des cavernes, à l'animalité — parce qu'il n'y a aucune raison de s'arrêter en chemin — serait une bien piètre alternative à la barbarie qui menace notre monde.

Bien au contraire, il ne peut pas y avoir de libération de l'humanité, sans la mise au service de cette dernière de tous les progrès techniques et scientifiques réalisés et à venir.

Et ce qui est en cause, ce qui fait que personne ne peut se réjouir sans arrière-pensée du moindre progrès, dans quelque branche que ce fut, même les plus « humanitaires », c'est la société dans laquelle nous vivons.

Car s'il est vrai qu'on ne peut parler des nouvelles découvertes de la physique nucléaire sans évoquer Hiroshima, on ne peut pas non plus, par exemple, parler des progrès de la technique des transplantations d'organes sans évoquer les médecins des camps de la mort.

Nous vivons d'ailleurs dans une société qui, non seulement met tous les progrès scientifiques au service du profit et des profiteurs, mais qui, encore, ne permet le progrès que si d'avance il lui paraît lié à la défense des intérêts des possédants.

L'actualité de la semaine passée illustrait parfaitement cet état de fait.

D'un côté, l'opération « espoir » — désespoir aurait été un terme plus juste. Pour la lutte contre le cancer, présentée à juste titre comme l'une des grandes tâches de ce temps, un gouvernement a recours à la mendicité publique. Et ce n'est pas, beaucoup s'en faut, une attitude exceptionnelle.

De l'autre côté, aux U.S.A. bien sûr, mais toute proportion gardée, on trouverait des exemples similaires en France, des investissements colossaux de capitaux et de moyens humains pour réaliser une expérience qui n'est, certes pas, dénuée d'intérêt, mais qui a surtout l'avantage, aux yeux de ses promoteurs, de prendre place dans le cadre d'un programme de recherches militaires.

Cela illustre parfaitement la place de la science dans notre société.

Mais même si l'uniforme des cosmonautes américains est tout un programme, même si la conquête de l'espace se déroule au travers d'une course entre les deux grands où les impératifs militaires et les impératifs de la propagande politique, l'humanité ne peut assister indifférente à la réalisation d'un de ses plus vieux rêves.

Et elle a, en tous cas, des leçons à en tirer. Si les chercheurs peuvent tout obtenir, même la lune, cela veut dire qu'il est temps qu'elle prenne ses désirs pour des réalités, ne serait-ce que pour mettre enfin la science à son service en transformant ses sociétés.

OPERATION " ESPOIR "

C'EST sous ce titre que cette année, l'Etat nous a demandé l'aumône.

Il s'agissait de recueillir des fonds pour payer une année de travail à des chercheurs spécialisés dans la lutte contre le cancer.

Après une intense préparation psychologique sur les ravages du cancer, distillée par un speaker spécialisé dans le frisson, on en arrive à la partie active de l'opération : la collecte des fonds.

Grâce à l'action de toutes les radios et de la télévision les millions ont afflué de toutes parts.

Sans vergogne l'Etat quémandeur a accepté les quelques économies d'une vieille femme qui croyait faire œuvre utile. De tels exemples ont été nombreux. L'escroquerie à la solidarité ça marche toujours à fond.

Parce qu'il s'agit bien d'une escroquerie. Aucun problème sérieux ne sera résolu par la mendicité, même pratiquée sur une grande échelle. Et le fait même que le problème de la guérison du cancer soit laissé aux aléas de la charité publique en dit long sur le mépris avec lequel nos dirigeants envisagent la politique de la santé.

Quand il s'agit de dépenser des milliards pour l'armement, le Gouvernement sait bien les trouver. Quant au « reste », la faible part du budget alloué nécessite de faire appel périodiquement à la générosité publique :

— pour les vieux, la vignette ;

— pour l'école laïque : le timbre ;

— lutte contre la tuberculose : vente de timbres ;

— pour l'enfance handicapée : des collectes.

Les salariés versent chaque année une part de leur salaire en impôts. Si cela ne suffit même pas à assurer des équipements collectifs décents, si les malades ne sont soignés que grâce à la charité publique, c'est que l'argent est gaspillé.

Nous suggérons donc à ce Gouvernement de mendiants professionnels d'attribuer tous les crédits nécessaires à la recherche scientifique, aux hôpitaux, aux vieux, etc.

Quant au financement de la bombe atomique, il ferait l'objet de quêtes publiques. A l'occasion du 11 Novembre par exemple.

Il faudrait évidemment des gens très persuasifs pour organiser cela, mais on ne manque pas en haut-lieu de bonimenteurs de talent.

Au fait, les milliards qui avaient passé la frontière et qui regagnent actuellement la mère patrie, ne trouveraient-ils pas un emploi tout désigné dans la lutte contre le cancer ?

REMARQUE :

Les trois milliards d'anciens francs récoltés au cours de cette opération représentent environ ce que coûtait une journée de la guerre d'Algérie !

Il en aurait fallu des collectes pour financer sept ans de guerre.

(Photo U.P.I.)

Les humbles ne sont pas comme le gouvernement, ils sont sensibles à la détresse humaine.

HYPOCRISIE !

D'un côté un gouvernement qui parle du cancer qui, du cancer que, de l'argent qu'il faut pour payer pendant un an huit cents chercheurs qui puissent s'atteler à la tâche de vaincre la redoutable maladie.

De l'autre une université qui délivre un enseignement de plus en plus orienté vers la fourniture à l'industrie d'agents techniques de la matière grise. Les sciences pures, la recherche gratuite cédant le pas devant « l'intérêt de l'économie nationale ».

Conclusion : on a peut-être maintenant de quoi payer pendant un an huit cents chercheurs grâce à l'immense bon cœur du public... Mais les huit cents chercheurs qualifiés dans les sciences biologiques fondamentales pour cette recherche, on ne les a pas. Il faut dix ans pour les faire. Une collecte ne peut rien changer à une politique qui a préféré une force de frappe à la défense des intérêts de l'université.

Alors ? Alors, on envoie les flics contre les étudiants qui veulent une réforme profonde de l'université, qui veulent qu'on y forme des hommes, des chercheurs désintéressés et non des robots pour l'industrie.

correspondances des entreprises

● A St-Nazaire

Quand les patrons souhaitent la bonne année

VOICI une petite note jointe au dernier bulletin de salaire des travailleurs de la S.F.C.M.M., entreprise de « marchands d'hommes » qui loue des travailleurs aux Chantiers de l'Atlantique, à Sud-Aviation, et à bien d'autres usines de la région nazairienne :

« Avec nos bons vœux pour la nouvelle année, que nous souhaitons à tous sans accident, pour votre bien propre et celui de votre famille,

» Nous nous permettons de vous rappeler que nous attachons une importance considérable à la réduction des risques qui, outre la souffrance que vous endurez, ont des répercussions pécuniaires importantes, la sécurité nous faisant supporter ces charges.

» Visant l'intérêt commun dans le cadre de la société, nous encouragerons par la prime bénévole le personnel faisant preuve d'attention.

» Bonne année. S.F.C.M.M. »

Le cynisme de cette note est d'autant plus flagrant que depuis un mois environ, les accidents se succèdent aux chantiers, en particulier, à un rythme peu commun: six accidents graves, dont deux mortels. De plus, un travailleur (déjà malade), mourait dernièrement d'une crise cardiaque sur le lieu de son travail.

Récemment, c'est un jeune ouvrier de vingt ans qui a eu la main droite coincée entre un pignon et un carter au moment du virage de l'arbre d'un moteur. Comment cela s'est-il passé ? Depuis six mois environ, cet atelier bat les records d'accidents graves. La production y a été prise en main par un zélé champion de la productivité. L'échéance de fabrication demandée pour un moteur est brusquement avancée de quelques jours. Il faut alors aller beaucoup plus vite pour terminer à temps, et l'on double parfois le nombre d'ouvriers sur un même moteur. Lorsque l'accident est arrivé, trente compagnons travaillaient sur un moteur PC 2 de quinze mètres de long. Pour prévenir de la manœuvre, un ouvrier crie « on vire ». Tous ont entendu (ce qui est étonnant dans le bruit infernal de l'atelier) sauf ce jeune camarade qui avait alors la main engagée dans le moteur. Celle-ci fut coincée et il s'en est fallu de peu que ce ne soit tout son bras. Nous ne savons pas encore s'il ne restera pas mutilé pour toute sa vie.

Dans tous ces accidents, les patrons trouvent toujours le biais pour rejeter la responsabilité sur les victimes. Ainsi, si un travailleur a fait une chute mortelle c'est parce qu'il avait négligé de bloquer l'échelle sur laquelle il grimpait. Les patrons pensent être quittes lorsqu'ils publient le genre de note ci-dessus, et les scrupules des responsables sont balayés par une coquette prime de fin d'année.

Mais pourquoi prenons-nous ainsi des risques qui mettent nos vies en danger ? Les mauvaises conditions de travail, les horaires trop longs, la sécurité bidon, qui nous les impose ? La production, le rendement passent avant la vie des hommes, vies qui ne valent pas cher aux yeux des capitalistes. Les travailleurs mutilés ou tués sur le lieu de travail ne se comptent plus. Pour perpétuer le capital, combien d'entre nous y ont laissé leur peau ?

DROIT SYNDICAL les jeunes ne seront pas délégués syndicaux

LA loi sur le droit syndical à l'entreprise est définitivement votée. Après le vote favorable du Sénat, elle est passée en deuxième lecture à l'Assemblée. Mais au passage elle a perdu l'amendement voté en première lecture à une faible majorité, abaissement l'âge légal du délégué syndical de 21 à 18 ans. Le Sénat l'avait refusé, la Chambre l'a refusé aussi en deuxième lecture.

Cette discrimination contre les jeunes montre une fois de plus que s'ils ont autant le droit de se faire exploiter que les adultes, ils ne sont pas pour autant leurs égaux devant la loi. Et si cette discrimination supplémentaire ne peut qu'augmenter leur haine de cette société, réjouissons-nous, car rien ne pourra l'amortir, les jeunes ne courant pas le risque de se transformer en bureaucrates syndicaux.

● A Carbone-Lorraine

Du droit à l'information

LE Carbone-Lorraine est une usine d'industrie chimique employant 1.200 personnes, fabriquant du carbone qui est transformé ensuite en ferrodo, bagues, joints, résistances, etc.

Depuis l'annonce de la politique d'austérité, les ouvriers discutent beaucoup entre eux, et un mécontentement certain existe, surtout dans les ateliers de production (« Les Cercles », les « Anodes », les « Pièces de précisions »). L'ambiance est loin d'être à la résignation. Cela s'est manifesté notamment ces semaines dernières, à propos du droit à l'information dans l'entreprise.

C'est ainsi que le vendredi 6 décembre, les délégués montaient voir la direction comme chaque mois pour « présenter les revendications ».

Comme ils en revenaient (bredouilles d'ailleurs), les ouvrers des ateliers « Cercles » et « Anodes » quittèrent le travail pour les entourer afin d'avoir un compte rendu immédiat de l'entrevue. Aux « Cercles », le chef vint donner l'ordre de reprendre le travail tout de suite, mais malgré ces menaces, le compte rendu eut lieu, devant les ouvriers qui, unanimes, refusèrent de retourner à leurs machines. Quelques minutes plus tard, le délégué qui avait fait le compte rendu était convoqué devant les chefs de service et du personnel.

Aussitôt, solidaires du délégué menacé, les ouvriers des « Anodes » débrayèrent spontanément, entraînant avec eux ceux des « Cercles » et des « Pièces de précisions ».

Ils se retrouvaient à une cinquantaine devant le bureau des chefs, pendant que le délégué convoqué et ceux des autres secteurs discutaient avec les représentants de la direction. Ces derniers expliquèrent aux délégués que les réunions d'information du personnel, à l'intérieur de l'usine, étaient illégales donc interdites et pendant le temps de travail, et qu'en conséquence une autre réunion aurait lieu le mardi suivant, pour trancher sur le droit à l'information et pour reparler des revendications.

A la fin de l'entrevue qui dura 3/4 d'heure, les délégués et les ouvriers retournèrent à leurs machines en discutant et bien décidés à continuer à imposer le droit à l'information dans l'entreprise.

La réunion annoncée par la direction eut lieu le mardi 10 décembre. Aux « Cercles » les ouvriers s'étaient bien mis d'accord pour obtenir un compte rendu lorsque les délégués redescendraient de cette entrevue.

Mais la direction convoquait les délégués à 16 h 15. Or le travail arrête à 17 h 25. Les ouvriers des « Cercles » se méfièrent alors de l'heure de retenue et allèrent voir leur délégué pour lui dire de prévoir d'arrêter la réunion à 17 heures afin que le compte rendu puisse avoir lieu.

Mais la réunion se terminait à... 17 h 30 alors que les ouvriers étaient partis depuis cinq minutes.

Le lendemain matin le délégué C.G.T. des « Cercles » malgré la pression de certains jeunes refuse de faire le compte rendu.

A cette réunion, la direction était restée sur ses positions, refusant les compte rendus sur le temps de travail.

Les délégués C.G.T. ne voulurent pas s'affronter avec la direction sur ce point-là, alors que la majorité des ouvriers étaient d'accord pour l'imposer.

Devant l'attitude de leurs délégués les ouvriers ne sont pas pour autant résignés et compte bien obtenir le droit élémentaire à l'information.

● A la Polymécanique

Prime de vie chère et échelle mobile

la Polymécanique à Pantin, il existe depuis déjà bien avant mai 68, un système qui permet un certain rattrapage des salaires sur l'augmentation du coût de la vie. Ce système est baptisé « prime de vie chère ». Nous publions ici les modalités de son fonctionnement (amélioré après mai), parce que ce système représente un pas vers l'échelle mobile des salaires :

Le montant de la prime de vie chère se calcule par trimestre, sur la valeur horaire du S.M.I.G. au dernier jour du trimestre, et en fonction de l'évolution du coût de la vie, telle que la fait apparaître la moyenne :

— de l'indice publié par l'I.N.S.E.E. (259 articles) ;

— et de la moyenne des indices publiés par les organisations syndicales C.G.T., C.F.D.T., F.O., par l'U.N.A.F. et l'I.O.E.

Le montant de cette prime est multiplié par :

— 1,7 pour le personnel de coefficient 100 à 170 (manœuvre à P 1) ;

— le 1/100 du coefficient hiérarchique de chacun pour le personnel de coefficient 171 à 299 ;

— 3 pour le personnel de coefficient 300 et au-delà.

Ce montant est minoré de 1/13 pour 5 jours d'absence. Si l'absence ou les absences d'un trimestre sont inférieures à 5 jours, il n'y a pas de minoration.

La prime de vie chère base 1,00 a pour valeur :

Prime de vie chère :

S.M.I.G. horaire × 173,33 (heure) × 3 (mois) × % augmentation des indices du trimestre.

Exemple : Calcul de la prime base 1,00 dans le cas où :

— S.M.I.G. ..... 3,00 F

— Augmentation des indices ..... 1 %

Prime de vie chère : $3{,}00 \times 173{,}33 \times 3 \times \frac{1}{100} = \mathbf{15{,}60\ F}$

— Prime minimum trimestrielle : $15{,}60 \times 1{,}7 = 26{,}52$.

— Prime maximum trimestrielle : $15{,}60 \times 3 = 45{,}80$.

A la fin de chaque trimestre, la prime de vie chère du trimestre est intégrée dans les salaires de base dès le premier mois du trimestre suivant. Cette intégration est calculée de la façon suivante :

a) **Pour le personnel horaire**

Augmentation du taux horaire de base :

$$\frac{\text{Prime de vie chère du trimestre base 1,00}}{3 \times 173{,}33} \times 1{,}7$$

Exemple : Prime de vie chère 15,60 F (correspondant à l'augmentation des indices du trimestre de 1 %) :

$$\text{Augmentation horaire} = \frac{15{,}60}{3 \times 173{,}33} \times 1{,}7 = \mathbf{0{,}051\ F}$$

b) **Pour le personnel mensuel**

Augmentation des appointements base 40 heures :

$$\frac{\text{Prime de vie chère du trimestre base 1,00}}{3} \times \frac{K}{100}$$

K étant le coefficient hiérarchique cu collaborateur.

Si K est plus petit que 171 on prend K = 170.

Si K est plus grand que 299 on prend K = 300.

Exemple : K 170

— Prime de vie chère 15,60 F (correspondant à l'augmentation des indices du trimestre de 1 %).

Augmentation des appointements base 40 heures :

$$\frac{15{,}60 \times 170}{3 \times 100} = \mathbf{8{,}84\ F}$$

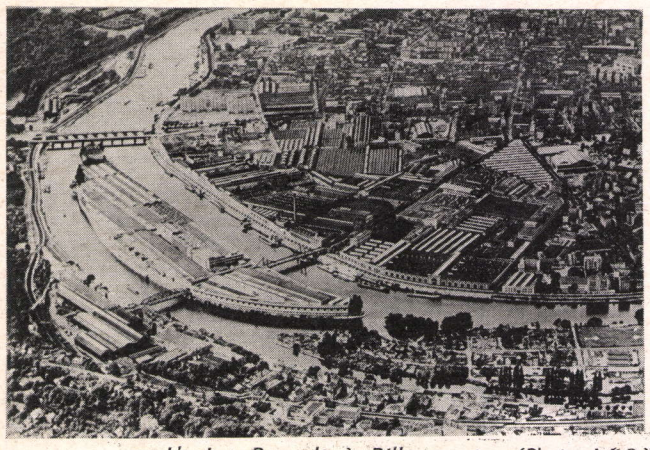
Mais il est bien évident qu'en période d'inflation galopante, les ouvriers ne pourraient se reposer sur cette formule pour maintenir leur niveau de vie. En effet, non seulement ils ne toucheraient qu'après trois mois la différence de salaire due à l'augmentation des prix (et cette somme en trois mois pourrait perdre beaucoup de sa valeur), et de plus, l'indice choisi de façon arbitraire risque de ne suivre que de très loin la hausse du coût de la vie, et enfin, là encore, tout dépendra de la combativité des travailleurs.

L'échelle mobile est encore loin d'être conquise par les travailleurs de la Polymécanique.

● Renault

Ce que signifie un accord pour le P.D.G. de la Régie Renault

APRES sa lettre de menaces aux travailleurs de la Régie Renault, après son affiche annonçant son refus de signer les nouveaux accords d'entreprise, M. Dreyfus, P.D.G. de la Régie Renault, a convoqué les organisations syndicales pour leur faire une « communication ». Les délégués du personnel n'étaient pas conviés à cette réception. Les cadres et techniciens ont été informés de cette déclaration par un numéro spécial du bulletin intérieur. Les ouvriers sont tenus dans l'ignorance. Nous donnons à nos lecteurs de longs extraits de cette communication en précisant que M. Dreyfus a tenu à présider lui-même cette réunion, ce qui n'est pas dans ses habitudes :



L'usine Renault à Billancourt. (Photo A.F.P.)

— Il y a treize ans, j'ai proposé aux organisations syndicales d'entrer dans une politique contractuelle... Cela voulait dire un *engagement précis*, contractuel, de la part des organisations syndicales à *nous aider à faire tourner l'entreprise* le mieux possible car, le bon sens indique que, pour être capable de dégager des ressources supplémentaires permettant d'améliorer les rémunérations ou les conditions de travail, encore faut-il gagner cet argent : avant de manger la soupe, il faut la faire cuire.

— Il n'a jamais été dans mon esprit, à aucun moment, de demander aux organisations syndicales de *renoncer aux us et coutumes* de l'action syndicale et notamment à la grève...

— Cela s'est ainsi passé pendant des années... Mais maintenant que se passe-t-il ? Nous traversons une période difficile pour l'industrie automobile sur le plan de la concurrence internationale. Et il y a eu le tournant de mai-juin. Nous avons été amenés à prendre des *engagements* qui, comme je vous l'ai souvent dit, *étaient trop lourds, vous m'entendez, trop lourds* pour l'entreprise. *Nous l'avons accepté parce qu'il n'était pas possible de faire autrement* et en faisant le pari de rétablir la situation dans les dix-huit mois ou les deux ans qui viennent...

— Mais je constate qu'il y a eu un dérapage, et un dérapage sur lequel je veux attirer gravement votre attention. D'abord, vous avez l'air de penser, en tous cas vous l'écrivez jour après jour depuis des semaines, que nous pouvons donner des avantages nouveaux et considérables au personnel... Et là je dis que les organisations syndicales ont créé dans l'entreprise un climat dangereux. Je sais que tous les Français, et ce n'est pas spécial à la classe ouvrière et aux organisations syndicales, *ont tendance à croire au Père Noël;* c'est une chose dangereuse... Quel homme de bon sens peut penser qu'après avoir augmenté la masse salariale comme nous l'avons fait en juin, nous allons maintenant faire un *nouveau petit Grenelle ?* Il est évident que c'est totalement impossible. Vous avez essayé de mettre dans la tête de tout le monde dans cette maison que l'on pouvait avoir la Lune...

— Il y a une seconde chose, un second dérapage, qui est très grave à mon avis : vous avez pensé que c'est une bonne manière de préparer les conversations en vue d'un accord que de lancer un mouvement de grève générale dans les usines, et il n'a pas dépendu de vous qu'il ne soit pas encore plus grand, encore plus fort... Et comment voulez-vous, dans ces conditions, que j'imagine, même si nous devions être d'accord sur un certain nombre de choses que nous pourrions inscrire dans un nouveau contrat, *comment voulez-vous que j'imagine que vos engagements seront tenus.*

— Pour que vous teniez vos engagements, il ne faudrait pas que préalablement, vous ayez mis dans le tête de tout le monde à la Régie qu'on peut demander la retraite à soixante ans, la mensualisation pour tous, etc., c'est-à-dire des milliards.

— *Vous ne pourrez pas tenir des engagements, même si vous les prenez, dans l'atmosphère que vous avez créée, même si vous le voulez...*

— Quand vous prenez un engagement il faut être à même de le tenir, *il faut être à même de nous aider à faire tourner la machine.* J'ai été scandalisé, au mois de juin, quand j'ai entendu des représentants syndicaux déclarer à tous les téléspectateurs de France et de Navarre que la Régie pouvait payer, qu'elle n'avait qu'à ne pas faire d'investissements. Si la Régie ne fait pas d'investissements... soyez sûrs d'une chose, c'est qu'à brève échéance nous ne vendrons plus d'automobiles... J'ai été scandalisé également que dans l'entreprise où règne la plus grande liberté syndicale, on fasse des grèves spectaculaires en ameutant le pays...

— Je suis scandalisé parce que vous prenez comme tremplin la Régie en allant jusqu'au risque de la faire sauter... J'ajouterai... *il y a en France un nombre croissant de gens qui en ont assez des gars de Renault...* Je vous ai demandé de venir pour vous faire une communication. Elle est faite. Nous pouvons nous en tenir là. Si vous préférez réagir sur-le-champ, vous pouvez le faire. Si vous préférer y réfléchir, faites-le. *Nous aurons l'occasion de nous retrouver.*

En tout cas en mai, devant les ouvriers il était moins faraud ; en mai pour Dreyfus « il n'était pas possible de faire autrement », n'est-ce pas ?

On le sait bien ! Et maintenant les dirigeants syndicaux qui ont aidé de Gaulle et Dreyfus à se remettre en selle se font traiter comme des larbins !

Y a-t-il quelque chose à ajouter pour montrer ce qu'un chef d'entreprise attend des syndicats quand il signe un accord avec eux ?

RAPPELONS aux travailleurs, que si la Régie Renault a inauguré une politique « d'accords d'entreprise » en septembre 1955 cela avait un but principalement politique.

A la suite des grèves de Nantes et de Saint-Nazaire, le climat revendicatif était chaud. Or la bourgeoisie qui s'apprêtait à envoyer le contingent faire la guerre en Algérie avait besoin de la paix sociale.

Les accords Renault, bien que court-circuitant les conventions collectives, apportèrent une 3e semaine de congés et la création des caisses de retraites complémentaires. Mais ces quelques avantages furent payés chers. En effet, en contrepartie, l'action revendicative étant stoppée, le gouvernement, présidé par Guy Mollet put, grâce aux pleins pouvoirs votés par tous les députés, de la droite aux communistes, engager une guerre en Algérie qui devait durer 7 ans.

● A Mavilor

Le patron préfère dialoguer avec les syndicats

LA quinzaine dernière un ouvrier rectifieur à la ligne B avait une prise de bec un peu violente avec son chef pour une histoire de pièces loupées. Cela se passait un vendredi. Le lundi il était licencié.

Le matin même, ne le voyant pas à l'usine, un camarade de sa chaîne va voir le chef de la fabrication pour lui demander des explications. En sortant de son bureau, après avoir été mis au courant des faits, il les expose à ses camarades et les appelle à débrayer jusqu'à la levée des sanctions. Toute l'équipe du matin arrête le travail. L'affaire est menée rondement.

La réaction paraît normale à tous.

Il faut dire que depuis la rentrée des vacances il n'y a plus réellement de délégués ni du personnel ni du C.E. dans l'usine. C'est pourquoi ce n'est pas un délégué qui est allé demander des explications dans les bureaux, mais un ouvrier.

En effet, lorsque en septembre des élections auraient dû avoir lieu, la direction avait refusé les listes présentées par la C.G.T. et la C.F.D.T. car elles portaient chacune les candidatures de trois anciens délégués licenciés par elle. Les syndicats avaient alors appelé au boycott pour les deux tours. Le boycott avait été suivi par la plupart des ouvriers. Seule une quinzaine d'ouvriers avaient voté soit pour les anciens délégués (qui ne s'étaient donc pas présentés) soit pour mettre un bulletin fantaisiste. De toute façon aucun « élu » ne se considérait en fonction. Les syndicats en avaient appelé aux prud'hommes pour faire de nouvelles élections. Mais ils n'avaient pas eu gain de cause. Depuis septembre donc, on peut dire qu'il n'y a plus de délégués dans l'usine.

Et lorsqu'un problème se pose aux ouvriers, ils n'ont plus de délégués à qui s'adresser. Mais qu'à cela ne tienne, lorsqu'il s'agit de freiner, les délégués de l'année passée sont tout de même là et se retrouvent conscients de leurs « responsabilités ».

Aussi, lorsque l'équipe d'après-midi voulut débrayer à son tour, ils s'interposèrent, expliquant qu'ils allaient régler la situation en discutant avec la direction.

C'est ce qu'ils vont faire. A l'issue des discussions on apprend que le licenciement a été transformé en une mise à pied de huit jours. Mais les ouvriers ne sont pas contents. La direction a tellement la frousse d'une reprise du mouvement et par ailleurs il y a tant de commandes qui pressent actuellement, que beaucoup sont persuadés que si l'équipe d'après-midi avait aussi arrêté le travail, la sanction aurait été totalement supprimée.

On n'a rien su des tractations qui se sont déroulées entre syndicats et direction. Personne ne se sent jamais obligé de mettre les ouvriers au courant. Pourtant elles ont dû être « gratinées » à en juger par la faveur que la direction s'est vue obligée d'accorder... aux syndicats cette fois :

On apprend subitement que de nouvelles élections de délégués sont prévues pour le 8 janvier. Alors que jusqu'à présent ni les arguties des syndicats, ni les menaces qu'ils avaient faites à la direction de la traîner de tribunaux en tribunaux n'avait fait plier cette dernière.

Nous ne connaissons pas encore la composition des listes présentées. Il est très probable que direction et syndicats soient arrivés au compromis suivant : d'un côté la direction jugeant qu'il vaut encore mieux avoir des syndicats, que de laisser les initiatives de la base s'étendre, de l'autre les syndicats admettant de ne plus présenter les délégués licenciés pourvu qu'ils aient le poids de l'investiture légale pour freiner plus facilement toute initiative de la base.

En tout cas les ouvriers sont parfaitement conscients du marchandage qui s'est effectué sur leur dos. Et si eux-mêmes ont su défendre leurs délégués contre l'arbitraire patronal, c'est qu'ils voulaient des délégués qui les représentent eux, et non des bradeurs de grèves.

● Chez Leclaire (Peinture en bâtiment)

Echec aux licenciements

LECLAIRE est l'une des plus importantes entreprises de peinture de Paris, elle emploie 600 personnes. Elle est aussi la plus anciennement née. Fondée au XIXe siècle par un patron qui déjà proposait la participation à ses ouvriers, elle cherche à maintenir une façade de mutuelle ouvrière de travail. Elle est en fait une entreprise capitaliste comme les autres et n'utilise son origine « ouvrière » que pour mieux diviser ses employés en compagnons et en sociétaires, bénéficiant de quelques avantages supplémentaires.

La C.G.T. est le syndicat majoritaire, il existe aussi un syndicat autonome soutenant la démagogie de la direction. L'entreprise fut la première à se mettre en grève illimitée avec occupation dans la corporation du bâtiment. Les responsables C.G.T., dans la ligne de Séguy ont terminé la grève en queue de poisson. Depuis juin un Comité d'action s'est formé.

L'entreprise s'occupe de nombreux chantiers, mais elle assure en permanence les travaux de peinture pour des clients comme le Printemps, la Banque de France, le Crédit Lyonnait, l'Oréal, etc.

40 ouvriers travaillent au « Printemps ». Vendredi 13 décembre à midi c'était la paye. Trois camarades eurent la désagréable surprise de trouver une feuille verte et non la paye escomptée. Cette feuille les invitait à passer le soir au siège pour prendre leur compte. Ils n'avaient pas six mois de maison.

Mais leurs camarades de travail ne l'entendaient pas ainsi. Ils les accompagnèrent auprès d'un délégué C.G.T. Celui-ci déclara ne rien pouvoir faire avant d'avoir téléphoné au secrétaire C.G.T. Le délégué eut alors droit à une prompte mise au point : pas question d'attendre, il va tout de suite monter à la direction demander des explications et la levée de tout licenciement, en compagnie d'un camarade, en attendant c'est la grève sur le tas jusqu'à leur retour avec satisfaction.

Au bout de deux heures, le délégué revint avec le secrétaire syndical. Ils annoncèrent que la direction revenait sur les licenciements. Mais ils durent marquer le coup : c'était très bien de débrayer comme cela par solidarité, mais il fallait d'abord les prévenir, eux, les représentants qualifiés, de toute façon il ne fallait pas s'inquiéter comme cela puisque la direction — à ce qu'elle disait maintenant — avait bien l'intention de reclasser ces camarades dans d'autres entreprises...

Et comme ils cherchaient à voir s'il n'y avait pas des gauchistes dans l'histoire, il leur fut répondu que la base était bien capable d'agir par elle-même lorsqu'il le fallait et que de toute façon le secrétaire syndical n'avait pas à le prendre de si haut, lui qui s'était fait rayer et révoquer aux dernières élections des délégués du personnel à cause de son attitude en juin.

Comme résultat, les camarades sont toujours là et les ouvriers peuvent voir que ce que la direction et les bureaucrates appellent « semer la pagaye » c'est en fait défendre sans tergiverser leurs intérêts communs.

correspondances des entreprises

● A l'école d'infirmières de Lariboisière

Un retour à l'ordre établi

EN mai et juin s'est structuré parmi les élèves infirmiers — comme dans les lycées — un mouvement d'élèves englobant de nombreuses écoles de Paris et de province. Ces écoles, bien que de statut différent, puisqu'on trouve des écoles départementales, des écoles privées et des écoles de l'Assistance Publique, préparent toutes à un diplôme d'Etat. C'est pourquoi les revendications sur :
— les programmes ;
— l'organisation des stages hospitaliers ;
— la réforme du diplôme d'Etat (D.E.). ;
réunissaient un nombre important d'élèves et d'écoles.

Pour faire aboutir l'ensemble des revendications, il fallait renverser les barrières dressées par trois ministères : celui des Affaires sociales, celui de l'Education nationale et celui des Finances... Et toute promesse faite par l'un était aussitôt mise en cause par les deux autres. Sans compter, pour les écoles de l'A.P., une administration qui n'entend pas laisser les élèves obtenir quoi que ce soit de peur que les infirmières diplômées et l'ensemble du personnel n'en profitent aussi.

C'est pourquoi, à la rentrée, les revendications particulières se sont heurtées à la direction de l'A.P. :

— aucun délégué d'élèves n'est reconnu par la direction de l'enseignement, qui refuse toute discussion ;

— rien n'a été changé dans l'organisation des cours et du D.E. malgré de nombreuses promesses faites en juin ;

— aucune réponse n'a été apportée aux différents projets d'aménagement des stages proposés par les élèves (la principale revendication portant sur les deux jours de repos consécutifs et le refus de remplacer les infirmières par des élèves le samedi dans les salles).

Devant ce refus de prendre en considération les revendications des élèves, un bon nombre d'entre eux refusaient de venir en stage le samedi matin.

Des consignes très strictes furent données aux directrices d'écoles pour étouffer l'opposition des élèves en utilisant toutes les formes de pression possibles : lettres aux parents pour les mineurs, menaces de renvoi, contrôle policier effectué par les monitrices chargées d'encadrer les stages, etc.

A l'école de Lariboisière, considérée par les autorités comme un bastion d'irréductibles (c'est la seule école où se soit constituée une section syndicale C.G.T.), on a décidé de frapper un grand coup : cela s'est traduit par la comparution de dix-sept élèves devant le conseil de discipline pour refus des stages du samedi. Ce conseil de discipline, composé en majorité de membres de la direction de l'Administration de l'A.P. et de la direction de l'école, a, les 5 et 6 décembre, prononcé sept mutations et dix blâmes. Sanctions différentes pour une même « faute » qui montrent d'ailleurs à quel point on voulait surtout se débarrasser d'un certain nombre d'élèves trop « remuants ». Les sanctions étaient appliquées dès le lendemain et les directrices des écoles qui accueillaient les sept, prévenues d'avoir à surveiller les délinquants.

La mutation signifie pour eux une surveillance stricte, des charges supplémentaires de trajet (les écoles où on les envoie sont pour la plupart dans les banlieues) et des différences dans le niveau d'enseignement, donc des problèmes d'adaptation.

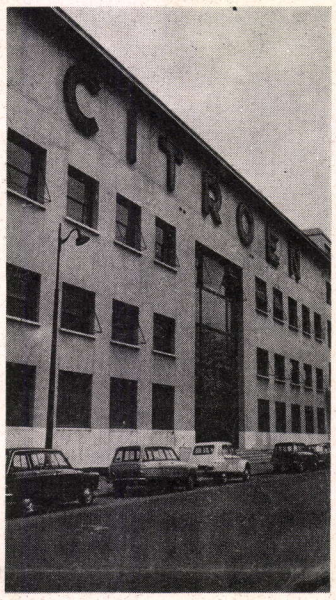
Pour le moment, sur le plan légal, un recours a été tenté auprès de la direction de l'A.P., mais, de toutes façons, la direction ne reviendra sur sa décision que si une solidarité effective de toutes les autres écoles et de tout le personnel des hôpitaux se manifeste. Des pétitions vont être lancées auprès des médecins, du personnel soignant, du personnel administratif, des élèves, pour obtenir la réintégration des sept mutés et la levée des blâmes.

L'administration a voulu frapper un grand coup pour obtenir le retour à l'ordre établi avant mai. Mais cela peut en fait tout redéclencher d'autant plus que se pose pour le personnel de l'A.P. le problème de l'application en janvier des diminutions d'horaires qui supposent une nouvelle embauche de personnel (l'administration voudrait en faire l'économie en remplaçant celui-ci par les élèves en stage), et pour le personnel médical la réforme des études de médecine, ce qui lâche dans la nature quatre à cinq fois plus d'externes que les autres années sans que rien n'ait été prévu pour leur encadrement et... pour leur rémunération.

● A Citroën

Un médecin du travail contre les travailleurs

LE médecin-chef du service médical des usines Citroën ne s'appelle pas de Gaulle mais... Defrance. Il doit le regretter. On connaît la réputation de la maison qui se place au tout premier plan de la répression anti-ouvrière et anti-syndicale. Mutations, licenciements, mises à pied, expulsions de travailleurs étrangers, sont monnaie courante dans l'usine.



Et Defrance donne, de ce point de vue, une image fidèle de la maison qui l'emploie et se fait remarquer constamment lors de ses passages au comité central d'entreprise. Il y a deux ans il avait déclaré que les travailleurs étaient des fainéants et prenaient trop de congés-maladie.

Cette année, au dernier C.C.E. de novembre, il a fait mieux. Il s'est lancé dans une longue explication en affirmant :

a) que si les travailleurs étaient fatigués, c'est qu'ils ne faisaient pas assez de sport, donc manquaient d'entraînement ;

b) que des loisirs culturels trop importants, et notamment la lecture, fatiguent l'esprit et sont donc à déconseiller.

Preuves, s'il en faut, que ce médecin a cru prêter serment à Bercot et non à Hyppocrate en passant sa thèse.

● A Peugeot-Dijon

Accidents à la chaîne

CHEZ Peugeot à Dijon, il vient de se produire une série d'accidents.

Sur une perceuse, un camarade se fait prendre la manche de son bleu, il se retrouve torse nu, avec la peau arrachée en plusieurs endroits.

Un autre camarade reçoit une pièce sur la tête et s'en retrouve par terre : cuir chevelu entaillé, il lui faut des points de suture.

Sur la chaîne de montage des directions, un camarade se fait arracher un ongle.

Sur la chaîne de montage des transmissions, un autre se fait « tirer » le pouce, une rééducation sera nécessaire.

Sur une machine de transfert, un régleur se fait arracher un doigt.

Sur une rectifieuse, un chef se fait couper trois doigts.

Sur une autre rectifieuse, un camarade se fait sectionner un doigt, alors qu'il avait protesté auprès du chef d'atelier dès le début de son poste car sa rectifieuse, récemment installée et mise en service le jour même, ne comportait pas de micros-contacts de sécurité empêchant les fausses manœuvres.

Quand on sait que l'usine compte moins de 1.500 employés et que ces accidents se sont produits en l'espace d'un mois, on se dit que notre sueur ne suffit pas à Peugeot, c'est notre sang qu'il veut.

Quand on sait que les O.S. (nous sommes les plus nombreux) travaillent en équipe de **9 h 30**, c'est-à-dire de 3 h 30 à 13 heures ou de 13 heures à 22 h 30, que beaucoup de nos camarades sont Portugais, Espagnols et surtout Marocains, dont bien peu ont l'habitude des machines, que la direction fait pression sur les cadences à l'aide de la prime de production qui fait 15 % du salaire, on comprend que Peugeot ne peut pas invoquer un « hasard malheureux » pour expliquer cette série d'accidents.

Pour nous il s'agirait plutôt de tentatives d'homicide volontaire avec préméditation.

● A la Polymécanique

Le froid échauffe les esprits

LA venue du froid a fait à nouveau apparaître les déplorables conditions de travail dans certains ateliers où les ouvriers se gèlent une partie de l'hiver.

A la fonderie de la Polymécanique où travaillent une quinzaine d'ouvriers la première semaine de grand froid de cet hiver a « réchauffé » le climat social. Les travailleurs de cet atelier après concertation sont tous allés dans les bureaux de la direction. Ils en avaient assez d'avoir le devant cuit et le dos exposé au froid et aux courants d'air. La direction un peu surprise voulut alors discuter avec une délégation de trois personnes et que les autres retournent au travail.

Après quelques hésitations, huit ouvriers allaient en délégation, les autres attendirent dans l'atelier sans travailler. Sur l'invitation de la délégation, la direction, plans de l'atelier à la main, vint sur place vérifier que les ouvriers ne revendiquaient pas pour le plaisir, bien qu'ils aient eu l'air assez satisfaits d'avoir quitté leur travail pénible pour se rendre dans les bureaux bien chauffés de ces Messieurs. La direction s'engagea alors à commencer des travaux tout de suite pour améliorer le chauffage. Comme elle était dans son tort et le reconnaissait, il lui fut demandé de payer le temps de débrayage. Elle accepta mais demanda d'abord de fournir la production de la journée quand même. Après discussion, cette condition fut annulée.

L'après-midi les travaux commençaient, le lendemain samedi, un nouvel appareil de chauffage était en fonctionnement et les trous occasionnant les courants d'air bouchés. Les travailleurs de ce secteur ont pu vérifier que lorsqu'ils étaient décidés à passer à l'action, et qu'ils le montraient, les patrons savaient trouver des solutions rapidement.

courrier des lecteurs

Nous reprenons cette rubrique que le manque de place nous a fait délaisser momentanément.

Nous nous en excusons auprès de nos correspondants.

Nous rappelons que si nous ne publions que les initiales de nos correspondants, nous ne pouvons pas tenir compte des lettres anonymes ou sans adresse.

Nous demandons à nos correspondants d'être très brefs ; une seule page de préférence !

Messieurs,

La C.F.D.T. a été et est toujours solidaire des étudiants, que nous considérons tous comme des travailleurs intellectuels. Non seulement la C.F.D.T. participe et a participé avec des étudiants à des manifestations, mais également lorsque nos copains ont besoin d'un stencyle, de ronéotyper quelques tracts, ou d'un local, la C.F.D.T., n'a jamais refusé quoi que ce soit dans ce domaine.

Or certaines revues estudiantines Rouge, Lutte Ouvrière, etc... **qui se prétendent « au service des travailleurs » affirment que la C.F.D.T. ne serait qu'un appareil bureaucratique sclérosé composé de vieux « bonzes » syndicaux. Les militants de la base seraient de gros « patauds » « inconscients » maniés par une direction bureaucratique allant à l'encontre des intérêts des travailleurs.**

En tant que militant C.F.D.T. je suis conscient de mes propres imperfections, et également de celles de mon organisation qui n'a jamais prétendu détenir l'entière vérité comme vous.

Maintenant à défaut d'être intelligent soyez au moins honnête, lisez les revues patronales et voyez ce que pensent les patrons de la C.F.D.T.. Le patronat a peur de la C.F.D.T. elle traque les militants parce qu'elle sait que nous sommes efficaces.

Je peux vous envoyer quand vous le désirerez les extraits du congrès de l'I.U.M.M. (congrès patronal) et vous verrez ce que le patronat pense de la C.F.D.T.

Enfin merci quand même pour les « bonzes militants » qui sacrifient leurs loisirs, leur santé, leur vie de famille au service des travailleurs, traqués dans les entreprises, voire licenciés.

Je joins à ma lettre une liste incomplète de « bureaucrates » et de « bonzes » récemment licenciés, peut-être serez vous assez honnête de la faire figurer dans « Lutte Ouvrière ».

J'ai également lu dans votre journal que les comités de base devraient être composés de non syndiqués. Bravo, en avant pour la démagogie, vous insultez les militants ouvriers, et l'on flatte les non-syndiqués qui ne sont que des parasites préférant s'offrir un Ricard plutôt que de payer un timbre syndical. Les non-syndiqués à part les inconscients sont des gens aigris, égoïstes qui refusent de participer à l'action collective, plus enclins à critiquer les délégués qu'à les aider, et qui cependant sont bien contents d'envoyer leurs enfants dans les colonies gérées par des syndiqués, camps de vacances, foyers, clubs sportifs, sont également gérés par des syndiqués, (et mais c'est vrai, j'allais oublier que le C.E. est pour vous un instrument de collaboration de classe).

Et puis en fait les syndicats ouvriers ne valent que ce que valent les travailleurs. Si d'après vous les syndicats ne valent rien, je vous laisse conclure.

Je ne suis pas d'accord avec vous lorsque vous prétendez que tous les échecs sont dûs au P.C. et à la C.G.T. Même parmi les staliniens de la C.G.T. il y a des gens honnêtes et dévoués, c'est à nous de leur montrer qu'ils sont dans l'erreur. Quant à la C.F.D.T. on peut y trouver, des marxistes, des anars, notamment parmi les vieux travailleurs espagnols. On y trouve des gens du P.S.U. (comme moi) c'est vrai que le P.S.U. pour vous est un parti de minus, des gens qui appartiennent à la S.F.I.O., radicaux et hélas certains votent gaulliste.

Quoiqu'il en soit, bien qu'il existe à la C.F.D.T. des gens d'opinions très différentes nous nous sentons aussi à l'aise dans le structures de la C.F.D.T. qu'un poisson (rouge) dans l'eau.

Et puis cessez de vous « gargariser » à vous entendre, il n'y a que vous qui êtes de grands révolutionnaires. Vous avez peut-être participé à la Révolution de Mai, mais vous n'étiez pas les seuls.

L'U.N.E.F., P.S.U., E.S.U, S.N.E. Sup, Comité d'Action Révolutionnaire où de nombreux militants C.F.D.T. étaient dans le coup. Traquée par le patron, insultée par les staliniens, dénigrée par Lutte Ouvrière, la C.F.D.T. gêne, ce qui prouve qu'elle est sur la bonne voie.

Je ne vous serre pas fraternellement la main comme l'a fait un copain du P.S.U. car, je n'oublie pas qu'Hitler avant de dissoudre les organisations syndicales avait commencé par les dénigrer. Votre dictature démocratique du prolétariat (sic) ne laisse entrevoir rien de bon pour les travailleurs.

Je dis oui à la jeunesse, oui à la solidarité travailleur étudiant, oui au mouvement de Mai. Non ! à ceux qui s'attaquent aux organisations syndicales et aux élus des travailleurs.

J'exige mon droit de réponse, comme la loi le prévoit.

Bureaucratiquement et bonzement votre.

Un militant ouvrier.
J. B.
Toulouse.

Comme quoi on peut être un militant syndicaliste et ignorer la loi.

Car si nous publions cette lettre ce n'est pas parce que « la loi le prévoit » — car le « droit de réponse » n'est pas ce que ce camarade semble croire — mais parce que nous pensons intéressant de porter à la connaissance de tous, l'opinion d'un militant syndicaliste, qui se prétend de gauche, et n'admet pas que l'on critique ceux qui signèrent les accords de Grenelle mais qui, lui, méprise cordialement et profondément les non-syndiqués, c'est-à-dire l'immense majorité des travailleurs.

Notre correspondant feint de croire que nous confondons les militants honnêtes de la C.F.D.T. (ou du P.S.U. ou de la C.G.T. ou du P.C.F.) avec les dirigeants de ces organisation ou avec les militants malhonnêtes. Car il y a, même à la base des militants malhonnêtes, même s'ils sacrifient leur vie de famille ou leur santé. On peut être malhonnête en méprisant, justement, les travailleurs du rang, en prétendant faire leur bonheur sans eux ou malgré eux, sinon mieux qu'eux, en prétendant savoir, à leur place, ce qui leur convient, en ne se demandant pas si le fait qu'il y a si peu de syndiqués n'est pas dû aux syndicalistes plus qu'aux travailleurs.

Dire que les « non syndiqués », c'est-à-dire rappelons-le 90 % des travailleurs, sont « à part les inconscients », « des parasites » « aigris, égoïstes » etc... nous paraît relever, justement de ce type de mentalité.

De là d'ailleurs, ce camarade porte des jugements de la même eau, sur des journaux qu'il ne lit probablement pas, à moins d'être alors, consciemment, malhonnête, car il nous fait écrire des choses que nous n'avons jamais écrites, tandis qu'il nous envoie une liste de licenciements de militants syndicalistes datant du mois de septembre : s'il nous lisait il saurait que nous ne l'avons pas attendu pour en parler.

Enfin, ajoutons qu'il n'est pas le seul à avoir une activité syndicale et que tous les correspondants ouvriers de L.O. en ont une aussi et parfois même à la C.F.D.T.

La différence est qu'ils se sentent plus solidaires des travailleurs du rang, syndiqués ou non que des Descamps de tout grade et de toute taille.

*

Camarades,

J'ai lu vos derniers numéros, vive Lutte Ouvrière ! enfin, un peu de dynamisme, de lucidité et de concision dans l'analyse de la lutte internationale d'émancipation. C'est tout (je ne vais pas vous emmerdez avec mes impressions de détail) vive Lutte Ouvrière !

Une requête :

Des camarades se battent dur, comme des militants dans les M.J.C. « ouvertes » (très rares) et d'autres, cinéastes amateurs et troupes de théâtre, peintres, poètes révolutionnaires abattent un boulot monstre. Ils travaillent à la culture, je le répète, comme des militants. Pourquoi ne pas consacrer une rubrique pour qu'ils s'expriment, nous parlent de leurs problèmes, de leurs besoins, eux aussi manquent de liens. Vite, vite, vite. Les pièces révolutionnaires foisonnent, des films révolutionnaires se montent ou se préparent. Allons-y, vite,

Solidarité et amitiés syndicales.
FRANÇOIS, Paris.

Lutte Ouvrière veut bien parler des luttes et des besoins de ces camarades... mais elle ne les connaît pas. Qu'ils nous disent leurs problèmes et leurs espoirs, et nous en parlerons dans la mesure de nos moyens.

*

Camarades,

Lecteur de « Rouge » et de « Lutte Ouvrière », je tiens à vous faire part de quelques remarques sur les controverses qui opposent la rédaction des deux journaux au sujet des faits reprochés au premier.

En premier lieu, il semble que « Rouge » ait quelque peu exagéré les exemples de combattivité de la classe ouvrière. Cependant je trouve la manière dont vous en faites la critique quelque peu déplacée par rapport aux faits lui-même. Là où une note fraternelle de rectification aurait suffi, vous trouvez le prétexte à une vaste démonstration pour prouver la mauvaise foi intentionnelle **de « Rouge ».**

Excusez-moi de vous dire, que votre pratique **de l'unité des révolutionnaires diffère assez de ce que vous en dites** verbalement. **Et là je suis bien obligé de constater, que vous ne reculez pas devant la calomnie la plus outrancière en vous adressant à des militants d'extrême-gauche.**

Ce qui me paraît plus grave, ce sont les arrière-pensées malsaines que vous n'êtres pas capables de camoufler. En calomniant grossièrement vous espérez porter des coups sévères à une tendance du courant révolutionnaire. Puisque « seule la vérité est révolutionnaire », il est du devoir de chaque militant de critiquer les erreurs, d'en tirer les conséquences. Encore faut-il que la critique soit révolutionnaire, c'est-à-dire fructueuse pour celui à qui elle est destinée. Or votre attitude de rivalité jalouse, est tout ce qu'il y a de plus nuisible au mouvement révolutionnaire.

Au lieu de contribuer à l'approfondissement théorique, à sa vérification pratique dans l'action de tous les jours, vous vous complaisez dans la critique tendancieuse. Veillez à ce que les écarts de langage ne relèvent pas de toute une attitude politique, dangereuse au moment où la difficulté des tâches qui incombent aux révolutionnaires n'échappe à personne. Dans une telle période, il n'y a rien d'étonnant à ce que des erreurs soient commises par telle ou telle tendance. Il ne faudrait pas que les autres en profitent pour les théoriser en ligne politique et en tirer parti.

Salutations communistes.

C. B.
Paris.

Ce qui est très dangereux ce n'est pas de théoriser les erreurs des autres, mais les siennes propres.

Ce lecteur a vu une large démonstration de notre part pour prouver la « mauvaise foi intentionnelle de Rouge ». Il a trop vu...

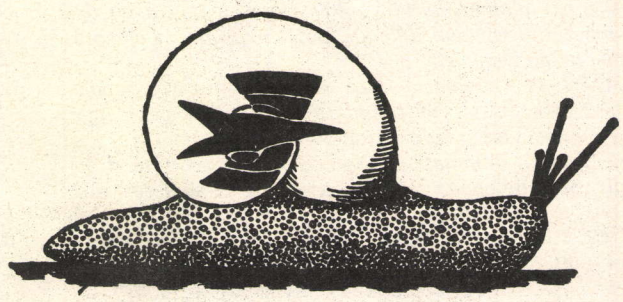
Si nous avions voulu parler de mauvaise foi intentionnelle nous l'aurions fait. Ce que nous avons voulu faire c'est montrer la gravité d'un état d'esprit qui ne consiste pas à se mettre en mesure de faire le moins d'erreurs possible, c'est de montrer qu'une erreur, même involontaire est toujours grave, et qu'il ne faut pas à notre avis, user légèrement de titre aguichant ou victorieux. Les révolutionnaires doivent avant tout inspirer confiance et, pour cela ils doivent pousser le respect des faits jusqu'au scrupule. Voilà notre opinion.

Le dire ne nous paraît pas faire preuve « d'arrières pensées ». Il est vrai que sur ce chapitre notre correspondant à l'air très compétent car il semble avoir certaines facultés pour la psychanalyse rédactionnelle, et pour faire surgir les démons d'entre les lignes où ils se cachent.

Qu'il se rassure donc sur notre santé morale.

Quant à ce qu'il appelle nos écarts de langage, nous ne pouvons pas le contenter : même si nous arrivons à convaincre la rédaction de Rouge que nous avons un intérêt commun, avec tous les gauchistes, à fusionner nos journaux, nous ne pensons pas pour cela que nous devons abandonner la critique mutuelle. L'unité n'est pas le monolithisme, et les discussions publiques entre militants ne sont pas propos feutrés de gens d'église.

*



On n'arrête pas le progrès ! A partir du 1er janvier les utilisateurs pourront obtenir sans supplément de prix, que leurs lettres aillent encore moins vite.

Camarades,

Il me semble que dans la presse « gauchiste », la rédaction de Lutte Ouvrière est celle qui a le moins de leçons à recevoir sur le sérieux révolutionnaire.

C'est pourquoi je ne comprend pas que L.O. devienne de plus en plus truffée d'articles qui auraient plus leur place dans un « Canard Enchaîné » d'extrême gauche que dans un hebdomadaire communiste révolutionnaire.

L'ironie sert souvent d'arme acérée aux marxistes, mais c'est une arme à double tranchant : trop employée, elle lasse et peut même amener à de graves défauts. Ainsi, dans le seul n° 18, deux séries d'articles ironico-humoristiques : « Pointes Rouges » et « En revenant de la Revue ». Je ne nie pas que certains d'entre eux soient bien tournés et vraiment drôles ; ce que je nie, c'est leur intérêt dans un journal qui se fixe pour tâche la construction d'un parti révolutionnaire.

Mais là encore, ce n'était qu'un défaut de forme. **Ce qui est, par contre, bien plus important, c'est que ce tyle amène dans certains articles à de véritables** erreurs politiques.

Prenons dans le même n° 18, l'article sur le discours de Marcellin. Armé d'un ton badin et ironique, l'auteur prend ce discours à la rigolade. Que le ministre ait été effectivement comique et ridicule, c'est un point ; mais qu'un révolutionnaire n'y voie que cela, c'est plus qu'un défaut. Il aurait été bien plus nécessaire de montrer aux militants et sympathisants révolutionnaires qu'ils devaient en fait prendre ce discours au sérieux ! Montrer le lent et discret travail de la police, le fichage méticuleux des dirigeants « gauchistes », l'infiltration de flics dans les organisations révolutionnaires, l'augmentation sensible des effectifs de répression et surtout la création de ce « Bureau de liaison », véritable police politique à peine camouflée. Montrer enfin quelles précautions cela devait amener les révolutionnaires à prendre. De tout ça, non seulement pas un mot ce qui est déjà grave, mais pire encore, en présentant Marcellin comme pantin gesticulant dans le vide, l'auteur invite en fait ses lecteurs à sous-estimer le danger policier.

Ça, c est une erreur politique. Pourquoi l'auteur a-t-il laissé échapper le côté le plus marquant du discours alors que, j'en suis sûr, il n'ignorait pas son importance ?

Parce qu'il est prisonnier de ce style badin et ironique qui ne mène à rien et dont la rédaction de L.O. gagnera à se débarasser.

Salutations communistes.

Le rôle d'une presse révolutionnaire est aussi, pensons-nous, de dénoncer les travers, les préjugés, l'illogisme d'une société où le ridicule est joint le plus souvent à l'odieux, chez les possédants comme chez leurs dirigeants ou leurs valets.

La meilleure manière de le faire est justement de s'en moquer. Le faisons nous avec talent ? C'est évidemment une autre histoire. Mais notre correspondant lui-même veut bien nous en accorder un brin. Nous enregistrons le compliment.

Nous ne confondons pas le sérieux, que notre correspondant nous reconnaît également et ce à quoi nous sommes le plus attachés, avec la (le plus souvent fausse) *gravité. On peut dire les pires inepties d'un ton sévère. Le ton « badin » au contraire peut exprimer bien plus correctement la réalité.*

Car le sérieux consiste justement à n'en pas accorder davantage, aux gens comme aux faits, qu'ils ne le méritent eux-mêmes.

Et c'est peut-être pour l'avoir un peu oublié que notre correspondant fait lui-même l'erreur politique, mais en sens inverse, qu'il attribue à notre volonté d'être ironique.

Il n'y a pas après le discours de Marcellin, à se montrer alarmiste, sinon paniqué. Pas plus qu'on ne se protège en hurlant au loup sans rime ni raison, ce n'est pas en hurlant à la répression à tous bouts de champ que l'on en protégera les militants ouvriers ou révolutionnaires.

Nous ne sous-estimons pas le « danger policier ». Nous savons même que tout ce que notre correspondant a l'air de découvrir aujourd'hui, grâce à Marcellin, existe depuis fort longtemps. « Le lent et discret travail de la police, le fichage méticuleux des dirigeants « gauchistes », l'infiltration de flics dans les organisations révolutionnaires, l'augmentation sensible des effectifs de répression et surtout la création de ce « bureau de liaison », tout cela existait en grande partie et s'est renforcé en juin et non en novembre seulement. Ce travail la police le fait tous les jours sans publicité ni tapage. Le devoir des révolutionnaires est donc de prendre les précautions nécessaires pour y faire échec, et non d'en parler.

Le discours de Marcellin à la Chambre n'a rien ajouté. Il ne marque aucune aggravation en ce sens. Tout au plus ne fait-il que constater un état déjà existant. En fait, ce tapage fait autour d'une chose que l'on cache généralement avait deux buts. D'une part justifier les dépenses de son ministère et pour cela raviver l'inquiétude de tous ceux qui ont fait le succès électoral du gaullisme. D'autre part tenter de freiner par des menaces la progression des idées «gauchistes» chose que, pour le moment, bureau de liaison ou pas, sa police se montre bien incapable de faire.

Convenait-il que les militants révolutionnaires répondent à ce coup de bluff par la panique, ou par un sourire ? A notre avis, par un sourire.

*

MAI-JUIN AU FIL DES JOURS (V)

● Les élèves des C.E.T. s'expriment

Les usines ne sont pas seules à bouger. Quand la C.G.T. convie le 16 mai les élèves des collèges d'Enseignement technique à une réunion à la Bourse du travail, il s'avère que plusieurs collèges sont déjà en grève et que des contacts ont été pris à la Sorbonne.

Récit d'un témoin :

« Mercredi soir, nous avions eu, au collège, une réunion syndicale C.G.T. Il ne fut pas question d'une réunion de jeunes pour jeudi. Or, jeudi matin, je lis cet appel dans L'Humanité. *Je vais l'après-midi à la Bourse du travail et je trouve un copain P.C.F. qui attendait devant la porte. Il était aussi surpris que moi qu'on n'ait pas été avertis la veille. Voyant sortir un responsable syndical, il lui pose la question. J'entends l'autre qui répond : « il a fallu faire vite ». Je me dis : ça sent encore une histoire de train en marche. Et, en effet. La salle est pleine. Peut-être 400 jeunes... Il y a eu de la démocratie. Chaque délégué put s'exprimer. J'ai noté ce que je pouvais écrire :*

» C.E.T. de Corvisart : Nous sommes en grève depuis une semaine. C'est la première fois qu'on peut agir grâce au mouvement des étudiants.

» C.E.T. de Jemmapes : Nous voulons avoir le droit d'avoir des délégués et la possibilité d'assister aux conseils de discipline.

» C.E.T. de la chaussure : On nous promet un métier d'avenir et quand on a le C.A.P. on est juste bon pour le chômage. Nous voulons un syndicat à nous. Un copain est parti au service. Il n'a pas eu de sursis. Pourquoi est-ce que dans le technique on ne peut avoir droit au sursis ?

» C.E.T. Roquette : Nous sommes en grève. Nous demandons plus de considération de la part des prof. Nous voulons des délégués élus et une salle de réunion.

» C.E.T. Duméril : En grève. Classes trop chargées. Nous sommes trop faibles au point de vue intellectuel par rapport aux étudiants. Au lieu de devenir des électriciens, on devient des poseurs de moulures.

» Lycée technique Turquétil : Nous avons pris contact à la Sorbonne. Il faut renforcer la solidarité avec les étudiants. Le C.A.P. doit être revalorisé.

» C.E.T. Montrouge : Le C.A.P. donne juste droit au chômage sans l'allocation. Nous devons prendre nos décisions entre nous. Les profs et les parents risquent de nous mener par le bout du nez.

» C.E.T. Levallois : Nous sommes en grève depuis ce matin. Le préfet a voulu nous intimider. Est-ce que les C.E.T. sont des fabriques d'O.S. ?

» C.E.T. Levallois. Section aéronautique : Il ne faut pas arrêter la grève, tant que toutes les revendications ne seront pas satisfaites.

» Vitry (Pierre Sémard) : Le niveau technique est insuffisant. Le niveau intellectuel est trop bas par rapport aux autres étudiants. Il faut que les jeunes des C.E.T. puissent exprimer leur opinion. Le gouvernement actuel est une machination de la bourgeoisie. Après le C.A.P., si on ne trouve pas de travail, on doit être considérés comme chômeur et non comme enfant à la charge des parents ».

Diverses questions fusent : « Est-ce que la C.G.T. nous aidera ? Le 13, elle a poussé à la dispersion alors qu'on voulait continuer la manif. »

A l'évocation des étudiants qui ont remonté les Champs-Elysées avec drapeaux rouges et au chant de l'Inter, les applaudissements crépitent.

Un représentant de la C.G.T. : « Jamais cette salle n'a eu un public si jeune. C'est grâce à la C.G.T. qui nous réunit ici. C'est la C.G.T. qui en 1958 a affronté les matraques. C'est le jeune Ferry qui fut tué à Charonne. Je salue le courage des étudiants, mais s'il n'y avait pas les métallos, les gars du bâtiment, on n'aurait pas pu faire un tel rassemblement. La grève est une chose très sèrieuse. Elle coûte cher. »

Cris dans la salle : « Laisse les jeunes se débrouiller ». « On a parlé de syndicat. La C.G.T. est prête à accueilllir les jeunes ».

Cris dans la salle : « Non. Nous voulons un syndicat à nous. »

Oui, quand on a assisté à une telle réunion, on se dit non seulement que « le train était en marche depuis quelques jours », mais qu'il n'est même pas certain que les dirigeants syndicaux qui courent sur le quai arriveront à sauter dedans. Faut dire que ce sont des exercices fatigants quand on prend du ventre.

● En lisant l'HUMANITÉ

La grève avec occupation d'usines s'étend d'heure en heure. S.N.C.F., Berliet, Rhodiacéta, Rhône-Poulenc, Schneider sont à leur tour occupés.

« Le mécontentement accumulé par les principales couches de la population depuis tant d'années contre le pouvoir gaulliste s'exprime avec une force sans précédent, pour ne pas dire explose. »

H. Krasucki. Secrétaire de la C.G.T.
L'Humanité du 18-5. Page 6

Retenons le mot « explose » et voyons la suite. Le journal du même jour fait état d'une conférence de presse de Séguy.

« On pouvait attendre de nous un ordre de grève générale. Ceux-là seront déçus. Nous préférons de beaucoup la prise de responsabilité des travailleurs eux-mêmes qui décident des propositions qui leur sont faites par les syndicats. »

Mais il y a tout de même des cas où la direction syndicale ne s'en remet pas à la responsabilité des travailleurs eux-mêmes :

» La C.G.T. n'approuve pas la séquestration des directeurs d'usine »

« Le C.C.N. de la C.G.T. exige : L'abrogation immédiate des ordonnances sur la Sécurté sociale. L'augmentation des salaires. La réduction de la durée du travail et la diminution de l'âge de la retraite. Une véritable politique de l'emploi garantissant le travail et les ressources. Le libre exercice de l'activité syndicale »

L'Humanité du 18-5

Il n'est pas question de l'échelle mobile des salaires et il n'y a aucune précision sur le retour aux 40 heures.

Par contre *« le C.C.N. met en garde les militants et organisations de la C.G.T. contre toute tentative d'immixtion dans la conduite des luttes ouvrières »*

Il est un secteur où l'immixtion pourrait être particulièrement grande et, en conséquence :

« La Conférence de la jeunesse est reportée à une date ultérieure ».

« Le syndicat C.G.T. Renault s'est adressé aux étudiants qui envisageaient une nouvelle marche vers Billancourt. Il déconseille cette manifestation car elle pourrait faciliter une provocation amenant une diversion gouvernementale ». (18-5)

Cependant plusieurs milliers d'étudiants se rendent à pied du quartier latin à Billancourt et discutent avec les ouvriers dans les environs de l'usine.

... et la VIE OUVRIÈRE

Pour fermer les portes, les appareils syndicaux ne font pas seulement appel à la discipIne de leurs militants, mais aussi aux sentiments les plus réactionnaires qui existent dans une usine, comme ailleurs, chez certains hommes. Ils développent la peur de la répression, la haine contre « les fils de bourgeois », le respect de la propriété. Ainsi, la « Vie Ouvrière » n° 1239 du 29-5 raconte une visite chez Renault :

« N'allez pas de ce côté-là camarades. Ici, on fabrique des outillages nouveaux. Ils comportent des secrets de fabrication. Même la V.O. n'a pas le droit de les connaître... Tu comprends, Renault c'est nationalisé. Il ne faut pas faire de tort à la nationalisation ».

Est-il besoin de souligner la nouvelle insulte à l'esprit humain. La direction bourgeoise de Renault connaît, bien sûr, les fameux secrets et les communique, au premier signe de de Gaulle, à tout le monde y compris aux U.S.A.... en supposant que çà les intéresse.

Devant le développement des grèves, le B.P. du P.C.F. *« réaffirme sa solidarité totale avec les travailleurs... Considère qu'il est urgent d'aboutir à l'accord sur un programme social avancé entre les partis de gauche... Des réformes profondes doivent tendre à soustraire l'Etat à l'emprise des monopoles capitalistes ».*

L'Humanité du 18-5

(A suivre)

(Les débuts de cette rubrique sont parus dans « Lutte Ouvrière » à partir du n° 19.)

Le discours de COUVE de MURVILLE :

PAS DE PARTICIPATION POUR LES GODILLOTS

LE fait de détenir une majorité plus que confortable à l'Assemblée depuis les dernières élections, pousse les membres de la formation gaulliste à d'étranges velléités. La politique du « oui mais » trouve des partisans même au sein de l'U.D.R. Et si ce n'était que le « oui mais » ! N'a-t-on pas vu des parlementaires tout ce qu'il y a de gaullistes, mêler leurs «non» à ceux de telle ou telle formation d'opposition au moment des votes? Ne les a-t-on pas vu ou entendu au cours des dîners en ville ou devant les micros de postes périphériques émettre des doutes sur certains projets gouvernementaux ?

A en juger par leur attitude, ces gens-là ont pris un peu trop au sérieux leurs propres boniments électoraux. Ils croient que maintenant que l'opposition est peu ou prou éliminée — non que cette opposition ait été dangereuse, mais enfin, elle pouvait être gênante — maintenant que l'écrasante majorité est composée d'inconditionnels tout prêts à participer, eh bien, il est justement possible de participer. C'est-à-dire, au moins d'émettre des avis.

Le Premier ministre vient de leur rappeler qu'on ne leur en demande pas tant, qu'on le leur déconseille même fortement.

Recevant à l'Hôtel Matignon les parlementaires de la majorité, Couve de Murville a tenu à leur dire d'une manière énergique qu'« entre nous la hargne, la rogne et la grogne ne sont pas de mise ».

Pour être plus clair, il ajouta : « Il n'y a pas d'opposition au Parlement. Ce n'est pas une raison pour intervertir le rôle de la majorité... Dans vos circonscriptions, votre rôle est d'agir et de parler à l'unisson du Gouvernement. » Et de rappeler non sans menace que « vous ne pouvez rien faire sans le Gouvernement ».

Aux journées U.D.R. de La Baule, en septembre dernier, les députés de cette formation ont pu déjà constater que le Gouvernement ne fait pas grand cas de leur opinion. Malgré le tollé quasi-général contre Edgar Faure et son projet de réforme universitaire, le ministre de l'Education nationale, fort du soutien de de Gaulle, n'a tenu aucun compte des critiques parfois véhémentes des parlementaires gaullistes.

Cette fois-ci, Couve de Murville a mis les points sur les i. Le Parlement n'avait pas été mis au rancart par de Gaulle, pour qu'il ressuscite au sein de la majorité. Le régime, malgré les accessoires parlementaires dont il se sont obligé de s'affubler, est et reste un régime bonapartiste. C'est-a-dire un régime où les décisions politiques importantes sont prises par un seul homme. De Gaulle ne veut pas plus tenir compte des conseils et des avis d'une assemblée qui lui est toute dévouée, que d'une assemblée hostile. Le seul avantage de la première c'est d'être plus commode. Alors, il faut qu'elle le soit.

Et que les députés godillots déchantent. Ils ne sont pas là pour jouer au Parlement, sous prétexte qu'« on est entre nous ». Il sont là pour servir de décor, mais ils ne comptent pour rien. Les décisions sont prises par le chef de l'Etat et par ses commis. Tout au plus leur demande-t-on — il faut bien qu'ils servent à quelque chose — qu'ils transmettent dans leurs circonscriptions respectives les directives gouvernementales.

Après tout, c'est aussi une forme de participation. En tout cas elle est la seule qu'un régime bonapartiste puisse tolérer de la part de ses parlementaires.

LUTTE OUVRIERE

Directeur Publication : Michel Rodinson

ABONNEMENTS :

6 mois ..... 15 F
1 an ..... 25 F

ABONNEMENTS DE SOUTIEN :

6 mois ..... 30 F
1 an ..... 50 F

Correspondance :

M. RODINSON - Initiative Socialiste - 54, rue Monsieur-le-Prince - PARIS-6e

Distribué par les N.M.P.P. — C.P.C. - PARIS
ROTO - TECNIC OFFSET